



Ronald Bisson et associé.e.s
and Associates Inc.



Consultants en gestion



Management Consulting

RAPPORT

ÉTUDE EXPLORATOIRE : SERVICES D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES IMMIGRANTS FRANCOPHONES DANS LES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES EN SITUATION MINORITAIRE

Cette étude a été réalisée grâce à la contribution financière
d'Industrie Canada

Pour le compte de la Fédération des communautés francophones
et acadienne (FCFA) du Canada

Mise à jour

LE 15 SEPTEMBRE 2010

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	3
1. CONTEXTE	6
2. SURVOL DES PROGRAMMES FÉDÉRAUX	7
3. TOUR D'HORIZON DES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES	14
3.1. Les organismes interrogés	14
3.2. Le continuum des services d'intégration économique	16
3.3. Résultats des entrevues : ce que les répondants nous ont dit	17
4. CONSTATS	33
4.1. Constats généraux	33
4.2. Pratiques exemplaires	34
5. PISTES DE SUIVIS	35
5.1. Une approche globale adaptée à chaque province et territoire et un rôle accru pour les réseaux locaux de soutien à l'immigration	35
5.2. Un soutien à l'emploi et à l'entrepreneuriat fait sur mesure pour les immigrants	37
5.3. Préparer le terrain chez les employeurs	37
5.4. Compréhension des dynamiques du marché sur le terrain et l'effet sur les immigrants francophones	38
6. CONCLUSION	38

SOMMAIRE

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada a retenu les services de notre firme afin de mener une étude exploratoire concernant les services d'intégration économique des immigrants francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). L'objectif du projet est de recenser les initiatives d'intégration des immigrants francophones qui sont mises en œuvre dans les CFSM, de déterminer les sources de financement de ces initiatives et d'identifier les écarts dans le continuum de services d'intégration économique des immigrants. Cette étude exploratoire ciblait donc les programmes dont le développement économique est la première mission.

Méthodologie

Pour faire un tour d'horizon des services d'intégration économique destinés aux immigrants francophones menés par des organismes communautaires, nous avons dressé une liste de 37 organismes à interroger. Dans le court échéancier alloué, nous avons complété 20 entrevues. En raison des différences régionales et du nombre restreint d'organismes qui jouent un rôle important dans les services d'intégration économique dans chacune des régions, il n'est pas possible d'affirmer que cet échantillon est représentatif d'un point de vue méthodologique. Cela dit, les informations recueillies permettent de déblayer le terrain dans le cadre d'une étude exploratoire.

Ce que l'étude a révélé

Au niveau des programmes fédéraux, nous n'avons pas trouvé de programme qui soit créé et conçu spécifiquement pour soutenir l'intégration économique des immigrants francophones. Une visite sommaire des sites Web des principales institutions fédérales à vocation économique permet d'identifier plus d'une trentaine de programmes qui peuvent appuyer l'intégration économique des immigrants francophones, sans leur être spécifiquement destinés. Plusieurs de ces programmes sont à leur tour constitués de fonds ou de mesures plus ciblés.

Il est à noter que la description de l'approche modernisée de CIC ne mentionne pas explicitement l'intégration économique des immigrants. Cela dit, les résultats « accès au marché du travail » et « collectivités accueillantes » favorisent l'intégration économique. De plus, selon les régions, CIC peut définir des priorités régionales qui incluent l'intégration économique des nouveaux arrivants. La région de l'Ontario énonce notamment la priorité suivante : *Créer de nouvelles initiatives favorisant l'intégration économique des immigrants francophones.*

Afin de mieux comprendre l'état actuel des services d'intégration économique, nous avons tenté de placer les initiatives recensées à l'intérieur des grandes catégories d'action du continuum suivant.

- *Recrutement* : les efforts menés spécifiquement pour attirer des immigrants économiques – investisseurs et travailleurs qualifiés.
- *Information* : informations de base concernant le marché du travail;
- *Formation et soutien à la personne en vue de l'intégration au marché* : aiguillage vers des employeurs, cours de langue, stages en entreprise, mentorats, reconnaissance des acquis;
- *Insertion sur le marché de travail* : obtention, appui et maintien en emploi;
- *Appui aux employeurs* – compétences culturelles, stages, gestion de diversité, appui au développement et au maintien d'une entreprise;
- *Appui à l'entreprise* – appui au démarrage d'entreprise, obtention de fonds de démarrage, connaissance des marchés;

Les constats

Nous rappelons qu'il s'agit d'une étude exploratoire et que la recension des initiatives par le biais d'entrevues permet de dresser un portrait fidèle, mais incomplet de situation. Un premier constat se dégage : les informations demandées exigent une recherche parfois détaillée chez les répondants. Pour obtenir un portrait complet à l'avenir, il faudra prévoir que les répondants puissent investir un certain nombre d'heures pour préparer les informations recherchées.

Les constats généraux qui se dégagent de la recherche sont les suivants.

- Il n'y a pas de stratégie globale visant l'intégration économique des immigrants francophones en milieu minoritaire.
- Il n'y a pas de programmes spécifiques d'intégration économique pour les immigrants francophones en milieu minoritaire. Les répondants nous indiquent qu'ils utilisent les programmes existants, notamment ceux de CIC et de RHDCC et parfois ceux que leur province offre en vertu d'une entente avec RHDCC, pour appuyer les immigrants francophones dans leur parcours. Les répondants n'ont pas mentionné directement de partenariats interministériels.
- Les coordonnateurs de réseaux provinciaux et régionaux sont bien informés des services offerts et réfèrent aux organismes spécialisés en immigration ou en emploi, de même qu'aux organismes à vocation économique.
- Tous les types d'intervenants sont en mesure de mentionner les autres organismes intéressés par le dossier de l'intégration économique des immigrants francophones dans leur région. Dans la plupart des régions, la description des rôles que font les uns et les autres semble indiquer un partage clair des rôles.
- On observe une polarisation dans les priorités en matière d'intégration économique des immigrants. Dans les régions qui sont des pôles d'attraction naturels d'immigration (par exemple l'Ontario), l'accent est mis sur l'aide aux personnes établies afin qu'elles participent à la vie économique. Dans les autres régions, on parle de recrutement d'immigrants économiques en plus de l'aide aux personnes déjà établies.
- Des membres du réseau des RDÉE ont récemment déployé ou s'affairent à mettre en place des initiatives en immigration qui visent l'appui à l'entrepreneuriat pour les immigrants et le recrutement d'immigrants économiques.
- On observe, en ce qui concerne les immigrants déjà établis, que les services spécifiquement destinés aux immigrants se situent davantage au début du continuum que nous avons développé, soit l'information, la formation et le soutien aux personnes. Peu de répondants ont pu élaborer les activités mises en œuvre, par exemple pour l'appui et le

maintien en emploi, pour l'appui aux employeurs et pour l'appui à l'entreprise. Par contre, les collègues œuvrent dans ces champs. Il serait intéressant d'approfondir cette dimension de la recherche avec les collègues dans une future étude.

- Les services qui sont reliés à l'entrepreneuriat existent, mais ils ne sont généralement pas conçus spécifiquement à l'intention des immigrants francophones. Plutôt, on prend les services existants et on les adapte.
- Généralement, les services d'employabilité sont largement financés par les provinces en vertu d'une entente avec RHDCC. Il y a des programmes pour les gens admissibles à l'assurance-emploi et d'autres programmes pour les gens non admissibles à l'assurance-emploi. Aucun répondant n'a abordé la question d'admissibilité des immigrants francophones aux programmes. Cet enjeu devrait être approfondi dans une étude subséquente. La question de recherche pourrait être la suivante : « Y a-t-il des enjeux d'admissibilité à quelque programme que ce soit qui soient spécifiques aux immigrants francophones en milieu minoritaire? »

Pistes de suivis

Ce tour d'horizon nous permet de suggérer 4 pistes de suivis.

- *Une approche globale adaptée à chaque province et territoire et un rôle accru pour les réseaux locaux de soutien à l'immigration*

Nous estimons qu'il est souhaitable de développer une stratégie nationale d'intégration économique des immigrants francophones dans les CSFM qui soit adaptée aux réalités de chacune des régions. Dans chaque province et territoire, la stratégie doit permettre de combler progressivement les besoins sur l'ensemble du continuum de services et préciser les arrimages nécessaires entre chaque intervenant.

- *Un soutien à l'emploi et à l'entrepreneuriat fait sur mesure pour les immigrants*

La plupart des services d'employabilité et d'appui à l'entrepreneuriat sont destinés à tous les francophones. Les immigrants profitent d'une pleine accessibilité, au même

titre que tous les autres francophones. Les programmes de CIC sont bien sûr créés pour les immigrants, mais nous n'avons pas repéré de programmes d'autres ministères créés pour cette clientèle spécifique. Les immigrants francophones jouissent d'une attention particulière parce que les prestataires de services francophones adaptent leurs approches pour mieux les servir. Des recherches supplémentaires permettraient de déterminer si l'adaptation des programmes existants suffit, ou s'il ne faudrait pas plutôt créer des programmes économiques qui viseraient spécifiquement les immigrants francophones.

- *Préparer le terrain chez les employeurs*

Le nombre limité d'entrevues ne nous permet pas de déterminer si des efforts concertés ont cours dans toutes les provinces et dans tous les territoires en matière de la sensibilisation des employeurs.

- *Compréhension des dynamiques du marché sur le terrain et l'effet sur les immigrants francophones*

Les données du recensement permettent de voir l'évolution de la situation économique globale des immigrants francophones, mais ne permettent pas d'établir des liens entre les initiatives menées par les organismes francophones et la situation économique des immigrants. Selon certains répondants, il serait intéressant et fort utile de mettre sur pied des études longitudinales qui

permettraient de voir l'évolution de la situation de membres d'une cohorte d'immigrants dans différentes provinces et différents territoires, afin de voir non seulement comment évolue la situation globale, mais aussi comment les immigrants eux-mêmes évoluent dans l'économie canadienne et quels sont les défis rencontrés.

L'étude permet de conclure que déjà, les communautés francophones mettent en œuvre une série d'activités à caractère économique pour les immigrants francophones. L'étude permet aussi de conclure qu'il sera nécessaire de dépasser le caractère exploratoire de la recherche.

Pour aller au-delà de l'étude exploratoire, il faudrait d'abord mieux connaître les sources de financement qui permettent la réalisation des activités en cours. Il faudrait aussi élargir la définition de l'intégration économique pour inclure l'effet économique de différentes sphères d'activité, dont l'éducation et la santé, à titre d'exemples. Il faudrait communiquer avec les responsables du développement économique des gouvernements provinciaux et territoriaux et faire une analyse systémique de leurs programmes et de leurs investissements en matière d'intégration économique et l'effet de ces programmes sur les immigrants francophones. Une telle recherche systémique permettrait d'identifier les écarts entre les programmes et conduirait à des recommandations d'approches pouvant mieux répondre aux besoins des immigrants francophones et des communautés.

1. CONTEXTE

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada a retenu les services de notre firme afin de mener une étude exploratoire concernant les services d'intégration économique des immigrants francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM).

L'objectif du projet est de recenser les initiatives d'intégration des immigrants francophones qui sont mises en œuvre dans les CFSM, de déterminer les sources de financement de ces initiatives et d'identifier les écarts dans le continuum de services d'intégration économique des immigrants.

Le projet se déroule en trois étapes.

Étape 1 : Effectuer un survol des programmes fédéraux existants sous l'égide des institutions fédérales à vocation économique qui appuient l'intégration économique des immigrants.

Étape 2 : Recenser les activités d'intégration économique menées sur le terrain par les communautés francophones et les sources de financement, notamment les activités qui visent spécifiquement l'immigration francophone. Parmi les sources de financement, on cherche à recenser aussi les sources provinciales/territoriales et municipales, le cas échéant, en plus des sources fédérales.

Étape 3 : Analyser les écarts et faire des recommandations sur les suivis, incluant les arrimages possibles.

Cette étude exploratoire ciblait donc les programmes dont le développement économique est la première mission. Il est évident que les investissements gouvernementaux dans le domaine de l'éducation et dans celui de la santé, à titre d'exemples, ont aussi un effet économique marqué. Par exemple, les 6 500 élèves immigrants francophones ou enfants de parents immigrants francophones génèrent un investissement gouvernemental de 65 millions de dollars par année, puisque la province investit environ 10 000 \$ pour chaque élève francophone chaque année. Ce type d'analyse élargie pourrait faire partie des pistes de suivi à cette étude.

Pour faire un tour d'horizon des services d'intégration économique destinés aux immigrants francophones menés par des organismes communautaires, nous avons dressé une liste de 37 organismes à interroger, dont 13 coordonnateurs de réseaux en immigration francophone ou personnes responsables de l'appui au dossier de l'immigration francophone à l'échelle provinciale/territoriale ou régionale, dont la concertation est facilitée par la FCFA du Canada.

Dans le court échéancier alloué, nous visions à compléter 20 entrevues et en avons complété 20. En raison des différences régionales et du nombre restreint d'organismes qui jouent un rôle important dans les services d'intégration économique dans chacune des régions, il n'est pas possible d'affirmer que cet échantillon est représentatif d'un point de vue méthodologique. Cela dit, les informations recueillies permettent de déblayer le terrain dans le cadre d'une étude exploratoire.

De plus, étant donné qu'il s'agit d'une étude exploratoire, il sera nécessaire dans certains cas d'approfondir les recherches pour recenser toutes les informations pertinentes. Les personnes interviewées identifiaient parfois le ou les ministères d'où provenait le financement pour un service, sans toutefois préciser le programme. De même, certains répondants ont pu décrire des activités menées par d'autres organismes, sans toutefois être en mesure de fournir les informations précises concernant les sources de financement. Ces informations secondaires n'ont pas été validées dans le cadre de cette recherche exploratoire.

2. SURVOL DES PROGRAMMES FÉDÉRAUX

1. Nous n'avons pas trouvé de programme qui soit créé et conçu spécifiquement pour soutenir l'intégration économique des immigrants francophones.
2. Nous n'avons pas trouvé de recension complète des programmes d'aide accessibles aux francophones. Cela dit, pour les régions rurales, nous avons repéré le Guide des programmes et des services du Canada rural 2010, produit par le Secrétariat rural du gouvernement du Canada.

(http://www4.agr.gc.ca/resources/prod/rural/doc/ruralguide_10_fre.pdf)

3. Une visite sommaire des sites Web des principales institutions fédérales à vocation économique, dont Ressources humaines et Développement des compétences Canada et les organismes de développement régional, permet d'identifier un grand nombre de programmes qui peuvent appuyer l'intégration économique des immigrants francophones, sans leur être spécifiquement destinés. Plusieurs de ces programmes sont à leur tour constitués de fonds ou de mesures plus ciblés.

Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne

<http://www.pch.gc.ca/pgm/slo-ols/strat-fra.cfm>

La plupart des interventions du gouvernement fédéral en matière de développement économique de la francophonie s'effectuent dans le cadre de la *Feuille de route* (1,1 milliard de dollars sur cinq ans, réparti entre 16 institutions fédérales).

- Ressources humaines et développement des compétences Canada (RHDC) gère le Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire, renouvelé (69 millions \$ sur 5 ans).
- Industrie Canada et les organismes de développement régional mettent en œuvre la nouvelle Initiative de développement économique (35 millions \$ sur 5 ans).

Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC)

Source : site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (<http://www.rhdcc.gc.ca>).

L'objectif du Fonds d'habilitation est de favoriser le développement des communautés minoritaires de langue officielle (CMLO) en renforçant leurs capacités communautaires

dans les secteurs du développement des ressources humaines et du développement économique communautaire et en faisant la promotion des partenariats de tous les niveaux, plus particulièrement avec les partenaires fédéraux.

Le Fonds d'habilitation vient en complément des programmes d'aide existants. Il ne vise pas des personnes, mais est conçu pour créer des conditions permettant le développement économique durable à l'échelle de la communauté. Les activités du projet résulteront au renforcement du développement des ressources humaines et du développement économique communautaire, à la réduction de l'émigration interne des jeunes et des personnes hautement qualifiées, à la création d'emplois, à la reconstruction de leurs structures sociales et économiques, à la création et amélioration de structures locales de développement communautaire, à la diversification du bassin d'employeurs et au renforcement de l'influence économique et sociale.

Prestations d'emploi et mesures de soutien (PEMS) : Développement des compétences; Partenariats pour la création d'emploi; Partenariats sur le marché du travail; Services d'aide à l'emploi; Subventions salariales ciblées; Travail indépendant.

Le Gouvernement du Canada a signé avec tous les gouvernements provinciaux et territoriaux des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT). En vertu de ces ententes, la responsabilité de la conception et de l'exécution de programmes d'emploi semblables aux PEMS a été transférée aux provinces et aux territoires. Ils s'adressent aux personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi.

Ententes sur le marché du travail : Ces ententes visent à aider les personnes sans emploi qui ne sont pas admissibles à des prestations d'assurance-emploi et les travailleurs qui ont un emploi, mais n'ont pas de diplôme d'études secondaires ou d'attestation professionnelle reconnue ou dont le niveau d'alphabétisme et de compétences essentielles est faible.

Stratégie emploi jeunesse : Emplois d'été Canada; Objectif carrière; Connexion compétences.

Le Guichet emplois est un répertoire électronique d'offres d'emploi.

Organismes de développement régional

En plus de mettre en œuvre la nouvelle Initiative de développement économique, les organismes de développement régional offrent des services adaptés à chaque région économique du Canada. Leurs programmes principaux sont les suivants.

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO)

<http://www.wd.gc.ca/fra/accueil.asp>

- Programme de diversification de l'économie de l'Ouest
- Programme de prêts et d'investissement de DEO
- Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien

- Initiative de développement économique (IDE – Feuille de route)

FedNor

<http://www.ic.gc.ca/eic/site/fednor-fednor.nsf/fra/accueil>

- Programme de développement du Nord de l'Ontario
- Programme de développement des collectivités (Réseau des SADC)
- Initiative de développement économique (IDE – Feuille de route)

FedDev Ontario

<http://www.feddevontario.gc.ca/eic/site/723.nsf/fra/accueil>

- Programme de développement du Sud de l'Ontario
- Programme de développement de l'Est de l'Ontario
- Programme de développement des collectivités (Réseau des SADC)
- Initiative de développement économique (IDE – Feuille de route)

Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

<http://www.acoa-apeca.gc.ca/Fran%C3%A7ais/Pages/Accueil.aspx>

- Programme de développement des entreprises de l'APECA
- Initiative Femmes en affaires
- L'Initiative pour jeunes entrepreneurs (IJE)
- Initiative de développement économique (IDE – Feuille de route)

Une contribution distincte de 10 millions \$ est accordée au Secrétariat de la croissance démographique de la Province du Nouveau-Brunswick afin de financer des programmes encourageant l'immigration de francophones dans la province.

Entreprises Canada

Le Réseau Entreprises Canada est administré, en collaboration avec les provinces et les territoires, par quatre ministères directeurs : DEO, DEC, IC et APECA.

Le site Web d'Entreprises Canada (<http://www.entreprisescanada.ca>) contient une liste exhaustive des programmes d'aide destinés aux entreprises (subventions, contributions et aide financière; prêts et avances de fonds; garanties de prêt; remboursements et crédits d'impôt; subventions salariales; participation au capital).

Une section du site permet de dresser une liste de certains programmes ciblés pour des groupes démographiques précis, notamment les immigrants, pour lesquels deux programmes sont référencés :

Programme d'immigration des gens d'affaires (programme national, CIC)

Le Programme d'immigration des gens d'affaires a pour objet d'attirer au Canada des immigrants qui sont des gens d'affaires d'expérience de manière à ce qu'ils favorisent le développement d'une économie canadienne forte et prospère. On s'attend à ce que les gens d'affaires immigrants fassent un investissement de 400 000 \$ CAN ou deviennent propriétaires d'entreprises au Canada et les gèrent. Le Canada compte trois catégories de gens d'affaires immigrants, soit les investisseurs, les entrepreneurs et les travailleurs autonomes.

Programme d'entrepreneuriat de la FCJE pour les nouveaux arrivants (projets pilotes en Colombie-Britannique et Ontario)

La Fondation Canadienne des Jeunes Entrepreneurs (FCJE) est un organisme caritatif d'envergure nationale qui fournit de l'accompagnement de prédémarrage, des ressources d'affaires, du financement de démarrage et du mentorat pour aider les jeunes de 18 à 34 ans à mettre sur pied leur entreprise et à en assurer le succès.

La FCJE reconnaît que les jeunes ont souvent à faire face à des barrières importantes lorsqu'ils veulent mettre sur pied leurs entreprises. Les nouveaux arrivants doivent, pour leur part, affronter des barrières additionnelles, telles que les difficultés linguistiques et les exigences relatives à un historique de crédit ou à une expérience de travail au Canada. Le processus de demande et le programme peuvent répondre à leurs besoins. Cela comprend des critères d'évaluation et des exigences qui ont été modifiés afin de pouvoir accueillir les personnes qui n'ont pas d'historique de crédit ou des références à long terme. Aussi, la FCJE tentera de jumeler chaque entrepreneur avec un mentor qui parle la même langue et qui a une profonde connaissance du marché de la petite entreprise au Canada.

Citoyenneté et Immigration Canada

Source : site Web de Citoyenneté et Immigration Canada (<http://www.cic.gc.ca>).

CIC accorde des fonds à des organismes et à des personnes qui offrent des services aux nouveaux arrivants, y compris dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Les services d'établissement comprennent, notamment, l'évaluation et la formation linguistiques, des séances d'orientation pour aider les nouveaux arrivants à s'adapter à la vie au Canada, le perfectionnement des compétences sociales et professionnelles, etc. CIC finance les services d'établissement par l'intermédiaire d'appels de propositions à l'échelle nationale, régionale ou locale, selon les besoins.

Le Programme d'établissement et d'adaptation des immigrants (PEAI)

Les activités menées dans le cadre du Programme d'établissement et d'adaptation des immigrants (PEAI) comprennent généralement six services offerts directement aux clients ainsi que deux activités qui renforcent les capacités de l'organisme ou du réseau de services. À noter que toutes les activités ci-dessous ne sont pas obligatoirement offertes à chaque client ou par chaque fournisseur de services. Les services directs aux clients sont les suivants :

- **Évaluation des besoins** : Ce service comprend la détermination de l'admissibilité aux services et l'évaluation des besoins, ressources, points forts et difficultés des nouveaux arrivants. Il permet souvent d'aider les nouveaux arrivants à établir leurs objectifs et priorités et à élaborer des plans réalistes. Des évaluations peuvent être faites à plusieurs reprises, en fonction de la phase d'établissement; les premières évaluations peuvent porter sur les besoins immédiats de l'établissement, notamment sur le logement, alors que six mois plus tard les clients peuvent demander une évaluation à caractère professionnel.
- **Aiguillage vers les services communautaires** : Dans une large mesure, les services d'établissement sont des médiateurs entre les nouveaux arrivants et l'ensemble de la collectivité. L'une des composantes essentielles du PEAI a trait à l'aiguillage des nouveaux arrivants vers les ressources de la collectivité, en fonction des besoins immédiats du client, pour ce qui est de l'établissement, comme les services de recherche d'un emploi, les soins de santé, les services juridiques, les loisirs et l'éducation.
- **Information et orientation** : Ce service permet de fournir aux nouveaux arrivants une orientation et de l'information sur les compétences nécessaires pour répondre à leurs besoins quotidiens, tels que le logement, les services bancaires, le magasinage, l'accès aux services sociaux et de santé, ainsi que des renseignements sur leurs droits et obligations au Canada. Ce service peut être fourni outre-mer, grâce au programme Orientation canadienne à l'étranger (OCE).
- **Services d'interprétation et de traduction** : Ces services assurent l'interprétation orale ou la traduction de documents pour répondre aux besoins essentiels ou immédiats d'établissement des nouveaux arrivants qui ont une connaissance limitée de l'anglais ou du français.
- **Counselling axé sur la recherche de solutions** : Ce service aide les nouveaux arrivants à résoudre leurs problèmes en leur montrant à les définir et en leur indiquant les ressources à leur disposition. Il ne s'agit pas d'une psychothérapie, et il faut normalement compter entre une et cinq séances. Il pourrait s'agir d'aider les nouveaux arrivants et leurs familles à cerner leurs problèmes assez clairement pour pouvoir trouver les services d'aiguillage appropriés, mobiliser leurs réseaux officieux ou clarifier certaines questions communes concernant l'établissement ou la réunion des familles.
- **Services liés à l'emploi** : Selon les nouveaux arrivants eux-mêmes, l'emploi est l'aspect le plus important de l'établissement et il s'agit de leur principal besoin. Les services liés à l'emploi peuvent inclure un large éventail d'activités comme l'établissement de réseaux professionnels, la rédaction de CV, la préparation aux entrevues et même un cours de langue de niveau avancé lié à une profession. L'importance des services officiels liés à l'emploi, qui sont offerts dans le cadre du PEAI, varie considérablement d'un bout à l'autre du pays. À titre d'exemple, la région de l'Ontario finance des ateliers de recherche d'emploi, un programme structuré qui montre aux nouveaux arrivants comment préparer leur CV et rechercher un emploi. Dans d'autres provinces, les services offerts dans le cadre

du PEAI peuvent se limiter à des services d'aiguillage ou à une brève explication du marché du travail local.

L'intégration économique et sociale des immigrants fait partie des priorités du Comité directeur CIC-Communautés francophones en situation minoritaire. CIC a des ententes de contribution avec des organismes communautaires afin d'offrir des services aux immigrants francophones.

CIC reçoit 20 millions \$ pour 5 ans sous la rubrique Recrutement et intégration des immigrants de la Feuille de route.

Comme nous le verrons dans le tour d'horizon, une partie de ces sommes est utilisée pour l'appui à l'intégration économique des immigrants.

Approche modernisée de CIC en matière de services d'établissement

Source : <http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/aap/activite-05.asp#approche>

Depuis quelques années, compte tenu de l'engagement pris par le gouvernement du Canada à l'égard de l'amélioration des résultats obtenus par les nouveaux arrivants, les programmes d'établissement bénéficient d'un financement accru en vue d'améliorer les services et d'en maximiser les avantages pour les nouveaux arrivants. À cette fin, CIC a instauré, au cours de l'exercice 2008–2009, une approche modernisée en matière de services d'établissement. Cette approche propose trois transformations clés en vue d'améliorer les résultats de l'établissement : souplesse accrue, services axés sur les résultats et reddition de comptes resserrée, ainsi que planification et coordination améliorées.

L'approche modernisée constitue un virage dans la façon dont CIC et les fournisseurs de services répondent aux besoins des nouveaux arrivants, et dans la façon dont nous exécutons et administrons les projets d'établissement. Les services d'établissement, qui englobaient initialement plusieurs programmes distincts (Cours de langue pour les immigrants au Canada, Programme d'établissement et d'adaptation des immigrants, et Programme d'accueil), ont été fusionnés en un seul Programme d'établissement. L'approche est fondée sur les activités et les résultats, afin de s'assurer que les services d'établissement peuvent être adaptés aux besoins des clients. Le Programme d'établissement facilite la prestation de services qui contribuent à l'atteinte d'au moins un des cinq résultats souhaités suivants :

- Orientation — Les nouveaux arrivants prennent des décisions éclairées au sujet de leur établissement et comprennent la vie au Canada.
- Compétences linguistiques et autres — Les nouveaux arrivants possèdent les compétences linguistiques et autres aptitudes qui leur permettront de bien fonctionner au Canada.
- Accès au marché du travail — Les nouveaux arrivants obtiennent l'aide voulue pour trouver un emploi correspondant à leurs compétences et à leur niveau de scolarité.

- Collectivités accueillantes — Les nouveaux arrivants reçoivent de l'aide pour établir des réseaux sociaux et professionnels qui leur permettront de s'intégrer à leur collectivité et de s'y sentir bien accueillis.
- Élaboration de politiques et de programmes — Pour garantir une prestation efficace et obtenir des résultats comparables en matière d'établissement partout au Canada.

Dans le cadre du Programme d'établissement, les fournisseurs de services peuvent « combiner et agencer » un éventail de services d'établissement et d'éléments de programmes (volets) pour satisfaire les besoins variés et croisés de leurs clients. L'approche modernisée reconnaît que chacun des résultats attendus peut être obtenu par la combinaison d'activités des divers volets. Les six volets du Programme d'établissement sont les suivants :

- Évaluation des besoins et aiguillage
- Services d'information et de sensibilisation
- Perfectionnement des connaissances linguistiques et des compétences
- Services d'emploi
- Liens avec la collectivité
- Services de soutien

Quatre volets chapeautent les initiatives susceptibles d'être combinées pour produire les résultats souhaités. Le volet **Services d'information et de sensibilisation** fournit des renseignements avant et après l'arrivée, notamment des renseignements sur le logement, l'emploi, les cours de langue, la formation et le perfectionnement des compétences. Le volet **Perfectionnement des connaissances linguistiques et des compétences** comprend une formation linguistique et le développement des compétences, notamment des cours de langue, d'alphabétisation et de calcul, des cercles d'apprentissage linguistique et des cours d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle. Dans le cadre du volet **Services d'emploi**, on aide les nouveaux arrivants à chercher, obtenir et conserver un emploi, notamment en leur offrant des ateliers de rédaction de curriculum vitae, des services de placement et des ateliers sur la recherche d'emploi. Le volet **Liens avec la collectivité** fournit une aide pour l'établissement de réseaux sociaux et professionnels au moyen de diverses initiatives, par exemple, des projets de développement du leadership chez les jeunes, des cercles de conversation et des programmes de mentorat.

En outre, les volets **Évaluation des besoins et aiguillage** et **Services de soutien** contribuent à faciliter l'accès des nouveaux arrivants aux services d'établissement. Ces volets facilitent en effet l'accès aux programmes et aux services nécessaires pour aider les nouveaux arrivants à s'établir dans leur collectivité. Par conséquent, les activités prévues sont presque toujours combinées avec celles d'autres volets pour que les nouveaux arrivants obtiennent des résultats favorables.

Il est à noter que cette description de l'approche modernisée ne mentionne pas explicitement l'intégration économique des immigrants. Cela dit, les résultats « accès au marché du travail » et « collectivités accueillantes » favorisent l'intégration économique. De plus, selon les régions, CIC peut définir des priorités régionales qui incluent l'intégration économique des nouveaux arrivants. C'est le cas de l'Ontario. La région de

l'Ontario de CIC distribue, avec le guide du soumissionnaire pour les projets débutant en 2011-2012, un document sur les priorités régionales pour l'Ontario. Ce document inclut la priorité suivante :

Soutien à l'intégration des nouveaux arrivants francophones dans des communautés francophones en situation minoritaire

En plus de répondre aux besoins des francophones en matière de services, CIC, région de l'Ontario, a décrit les priorités suivantes dans le dossier des langues officielles :

- *Concevoir des stratégies de recrutement ciblant les travailleurs qualifiés et les étudiants afin d'accroître le pourcentage d'immigrants francophones dans les collectivités francophones en situation minoritaire.*
- *Créer de nouvelles initiatives favorisant l'intégration économique des immigrants francophones.*
- *Créer des projets novateurs axés sur l'établissement de partenariats sociaux ciblant les femmes, les aînés et les jeunes francophones.*
- *Concevoir de nouveaux programmes répondant aux besoins des réfugiés francophones.*
- *Élaborer différents modèles de prestation de services pour les cours de langues et le perfectionnement des compétences ciblant les immigrants francophones.*

3. TOUR D'HORIZON DES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

3.1. Les organismes interrogés

Nous avons entrepris de faire un tour d'horizon des services d'intégration économique destinés aux immigrants francophones dans les différentes CFSM du Canada.

Nous avons dressé une liste de 37 organismes à interroger, dont 13 coordonnateurs de réseaux en immigration francophone ou personnes responsables de l'appui au dossier de l'immigration francophone à l'échelle provinciale/territoriale ou régionale, dont la concertation est facilitée par la FCFA du Canada.

Tel qu'indiqué dans l'introduction, nous avons complété 20 entrevues. En raison des différences régionales et du nombre restreint d'organismes qui jouent un rôle important dans les services d'intégration économique dans chacune des régions, il n'est pas possible d'affirmer que cet échantillon est représentatif d'un point de vue méthodologique. Cela dit, les informations recueillies permettent de déblayer le terrain dans le cadre d'une étude exploratoire.

Nous avons communiqué avec les 37 personnes par courriel et avons fait un deuxième envoi aux gens qui n'avaient pas répondu au premier courriel. Ce processus nous a permis de compléter 20 entrevues ou de recevoir l'information demandée par courriel.

Province/territoire	Entrevues complétées / informations transmises (20)	Autres organismes approchés (17)
Colombie-Britannique	<ul style="list-style-type: none"> • Centre d'intégration pour immigrants africains (Paul Mulangu) • Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (Pascaline Nsekera) • La Boussole (Tanniar Leba) 	<ul style="list-style-type: none"> • Collège Éducacentre (Paulette Bouffard) • Agence francophone pour l'accueil des immigrants
Alberta	<ul style="list-style-type: none"> • Association canadienne-française de l'Alberta (Ida Kamariza) • Conseil de développement économique de l'Alberta (Marc Tremblay) 	<ul style="list-style-type: none"> • Centre d'accueil et d'établissement de la région d'Edmonton (Georges Bahaya) • Centre d'accueil des nouveaux arrivants francophones (Mamady Camara) • Accès Emploi (Suzanne Corneau)
Saskatchewan	<ul style="list-style-type: none"> • Assemblée communautaire fransaskoise (Ronald Labrecque) 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil de la coopération de la Saskatchewan (Robert Therrien)
Manitoba	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (Louis Allain) • Pluri-elles (Mona Audet) 	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil francophone du Manitoba / SFM (Bintou Sacko)
Ontario	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau de soutien à l'immigration francophone pour l'Est de l'Ontario (Saint Phard Désir) • Réseau de soutien à l'immigration francophone pour le Centre Sud Ouest de l'Ontario (Alain Dobi) • La Cité collégiale (Nicole Olivier) – information envoyée par écrit • Collège Boréal (Diane Dubois) – information envoyée par écrit • RDÉE Ontario (Karine Morin) 	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau de soutien à l'immigration francophone pour le Nord de l'Ontario (Mohammed Brihmi) • La Passerelle (Léonie Tchatat) • COCDEL (Ethel Côté) • Conseil de la coopération de l'Ontario (Luc Morin)
Nouveau-Brunswick	<ul style="list-style-type: none"> • Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (Bruno Godin) 	<ul style="list-style-type: none"> • Carrefour d'immigration rurale du Nord-Ouest (Gabrielle Ouimet) • Centre d'accueil et d'intégration des immigrant.e.s du Moncton métropolitain (Lucile Tailleu) • Fédération des femmes acadiennes et francophones du NB (Lisette Surette)
Île-du-Prince-Édouard	<ul style="list-style-type: none"> • Coopérative d'intégration francophone de l'Î-P-E (Priscille Arsenault) 	<ul style="list-style-type: none"> • RDÉE Île-du-Prince-Édouard

Province/territoire	Entrevues complétées / informations transmises (20)	Autres organismes approchés (17)
Nouvelle Écosse	<ul style="list-style-type: none"> Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (Rodolphe Adikpéto) Université Sainte-Anne, campus de Halifax (Donald Kenny et Sonia Losier) 	<ul style="list-style-type: none"> Direction Emploi (Isabelle Godin) Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (Julie Oliver)
Terre-Neuve-et-Labrador	<ul style="list-style-type: none"> Fédération francophone de Terre-Neuve et du Labrador (Richard Martin) 	
Yukon	<ul style="list-style-type: none"> Carrefour d'immigration CrossroadYukon (Stéphanie Chevalier) 	
Territoires du Nord-Ouest	<ul style="list-style-type: none"> Centre d'accueil francophone Immigration TNO (Dorice Pinet) 	

Les questions posées étaient les suivantes :

1. Quelles sont les activités que vous menez en matière d'intégration économique des immigrants francophones dans votre région/province/territoire?
2. D'où vient le financement pour ces activités? (Identifier le ministère et le programme. Y a-t-il du financement de la Province-Territoire-Municipalité?)
3. Ces initiatives sont-elles menées en partenariat? Qui sont les partenaires?
4. Quelles autres activités, menées par d'autres organismes, connaissez-vous?
5. Y a-t-il des organismes qui font l'évaluation des besoins en main-d'œuvre dans votre province?

3.2. Le continuum des services d'intégration économique

Afin de mieux comprendre l'état actuel des services d'intégration économique, nous avons tenté de placer les initiatives recensées à l'intérieur des grandes catégories d'action du continuum suivant.

- *Recrutement* : les efforts menés spécifiquement pour attirer des immigrants économiques – investisseurs et travailleurs qualifiés.
- *Information* : informations de base concernant le marché du travail;
- *Formation et soutien à la personne en vue de l'intégration au marché* : aiguillage vers des employeurs, cours de langue, stages en entreprise, mentorats, reconnaissance des acquis;
- *Insertion sur le marché de travail* : obtention, appui et maintien en emploi;
- *Appui aux employeurs* – compétences culturelles, stages, gestion de diversité, appui au développement et au maintien d'une entreprise;
- *Appui à l'entreprise* – appui au démarrage d'entreprise, obtention de fonds de démarrage, connaissance des marchés;

Nous avons aussi tenté d'identifier d'autres activités qui appuient l'insertion sur le marché du travail. Pour le moment, cette catégorie porte la rubrique *Compréhension des dynamiques de marché*. Voici deux exemples. Le CNFS mène des recherches pour comprendre les enjeux

entourant les diplômés internationaux en santé. Le ministère de la Justice Canada et CIC ont accordé un financement à la Fédération des associations de juristes d'expression française (FAJEF) pour connaître les enjeux entourant les DIJ (Diplômés internationaux en justice) et les conditions à créer pour favoriser l'insertion des immigrants dans des carrières en justice.

3.3. Résultats des entrevues : ce que les répondants nous ont dit

Les entrevues ont permis de recueillir les informations suivantes. Étant donné qu'il s'agit d'une étude exploratoire, nous inscrivons dans le tableau suivant les faits saillants des entrevues. Il sera nécessaire dans certains cas d'approfondir les recherches pour recenser toutes les informations pertinentes. Les personnes interviewées identifiaient parfois le ou les ministères d'où provenait le financement pour un service, sans toutefois préciser le programme. De même, certains répondants ont pu décrire des activités menées par d'autres organismes, sans toutefois être en mesure de fournir les informations précises concernant les sources de financement. Ces informations secondaires n'ont pas été validées dans le cadre de cette recherche exploratoire.

Province/territoire	Informations recueillies
Colombie-Britannique	<ul style="list-style-type: none"> • Deux organismes, La Boussole (agence de service social à Vancouver - http://www.lbv.ca) et le Collège Educacentre (4 campus : Nanaimo, Prince George, Vancouver, Victoria - http://www.educacentre.com), offrent de l'aide à l'emploi et une orientation / un accompagnement sur le marché du travail. Educacentre offre des cours d'anglais langue seconde. Lors de l'évaluation des compétences, on cherche une correspondance à des disponibilités sur le marché du travail. On peut parfois établir le contact avec les employeurs (à La Boussole, un agent est affecté au démarchage auprès des employeurs). Les deux organismes sont aussi en mesure d'informer les immigrants sur le marché particulier de l'emploi pour les compétences acquises ailleurs; on peut leur proposer un cheminement pour l'actualisation des compétences. Dans les deux organismes, on offre aussi des ateliers d'initiation à l'informatique, une compétence souvent peu développée, chez les Africains en général et surtout chez les réfugiés. • La Boussole maintient des liens constants avec des organismes anglophones aussi, qui peuvent parfois aider des clients de l'organisme (orientation, postes). Le financement provient en majorité de la province, en vertu d'ententes avec le gouvernement fédéral. Comme elle dessert les francophones démunis et à barrières multiples, son approche est globale et l'intervention se fait selon les besoins identifiés et les priorités; par exemple, le manque de logement ou la non-maitrise de la langue sont des barrières à l'emploi qu'il faut surmonter avant d'entreprendre une démarche d'emploi. À ce stade, La Boussole offre 12 semaines de soutien permanent dans la recherche d'emploi (informations sur le marché de l'emploi, aide à la rédaction de CV et de lettres de motivation, préparation aux entretiens d'embauche), suivies par 12 autres semaines durant lesquelles le client peut bénéficier du soutien ponctuel du conseiller. • La Boussole a une dizaine d'employés dont un conseiller en emploi pour immigrants et une travailleuse sociale pour femmes immigrantes. Il y a eu une évolution importante de la clientèle au cours des dix dernières années. Alors que les francophones de l'Est du Canada représentaient 90 % de la clientèle il y a 4 ou 5 ans, c'est désormais plus du tiers qui sont immigrants, dont la majorité sont des réfugiés. Le taux d'obtention d'un emploi parmi les immigrants est légèrement supérieur à celui dans le reste de la population.

Province/territoire	Informations recueillies
	<ul style="list-style-type: none"> • La Boussole obtient parfois du financement pour des projets ponctuels et à court terme (3 mois) auprès de CIC, mais le financement des services en emploi provient désormais de la province (Housing & Social Development). On craint que le niveau de financement soit menacé, puisque le fédéral (RHDC) regardait les exigences de la LLO, alors que la province tend à regarder les pourcentages (1,4 % de francophones dans l'ensemble de la population); la province voudrait un réseau homogène de centres d'emploi dans lesquels certains agents seraient bilingues. • Selon la coordonnatrice du réseau d'appui à l'immigration, la Société de développement économique de la Colombie-Britannique (SDECB - http://www.sdecb.com) offre des services d'appui au démarrage d'entreprises (mais pas spécifiquement destiné aux immigrants) et des conseils sur divers sujets (appui à la recherche d'information sur les données du marché, aide à l'élaboration d'un plan d'affaires, service de mentorat, service de formation, réseautage). La SDECB œuvre activement au recrutement de travailleurs qualifiés ou d'investisseurs / gens d'affaires. La SDECB participe notamment à Destination Canada (mission en France et en Belgique, annuelle - http://www.destination-canada-forum-emploi.ca) en collaboration avec CIC, la province (Programme de candidats des provinces), les communautés (ex. : Prince George, Victoria, Maillardville). • D'autres activités d'intégration économique sont aussi menées par des agences multiculturelles anglophones, qui peuvent avoir des conseillers en emploi francophones. • L'évaluation des besoins en main-d'œuvre dans la province se fait au niveau de la province (Strategic Information Branch - Ministry of Advanced Education and Labor Market Development), qui diffuse les projections de l'offre et de la demande dans le marché de l'emploi (http://www.WorkBC.ca) • La province a mis sur pied le BC Francophone Immigration Steering Committee (BCFISC), qui découle du Comité directeur. Les membres sont notamment : la province (Ministry of Advanced Education and Labor Market Development), CIC, DEO, FFCB, Éducentre, SDECB. • L'agence francophone pour l'accueil des immigrants (AFAI - http://www.vivreencolombiebritannique.ca) est un projet pilote mené en consortium (Femmes, Jeunes, FFCB, Conseil scolaire, La Boussole, Éducentre) d'une durée de 2 ans financé par la province et le fédéral, qui servira à démontrer un niveau de besoins en matière de services aux immigrants francophones. • Le Centre d'intégration pour immigrants africains (www.ciia-ciai.com) offre des services de recherche d'emploi avec tous les immigrants (pas uniquement les immigrants francophones). Ces services ont été financés par Service Canada jusqu'à récemment. Ils sont désormais financés par la province (Housing and Social Development). L'organisme réfère régulièrement des immigrants d'expression française à La Boussole et à Éducentre.
Alberta	<ul style="list-style-type: none"> • Selon la coordonnatrice du réseau d'appui à l'immigration, à Edmonton, Accès emploi (http://www.accesemploi.net) offre des services d'accompagnement à la recherche d'emploi, un service de préparation et d'employabilité (modules, accompagnement durant 6 mois), des formations en anglais élémentaire, en sécurité au travail. L'organisme fait des démarches auprès des employeurs et développe des liens pour faciliter

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>l'orientation des clients dans leur recherche d'emploi. Il offre aussi un programme de mentorat des immigrants : jumelage pour garder un lien avec leur profession ou métier, avec l'objectif de les aider à connaître les exigences de la profession. À Calgary, Connexion carrières (Bow Valley College, organisme bilingue - http://connexioncarriere.ca/index_fr.htm) offre des services semblables. Les deux organismes sont appuyés par la province (Emploi et Immigration) et par RHDCC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA - http://www.lecdea.ca) a récemment créé une fonction Immigration qui sera menée en étroite collaboration avec l'ACFA. Aucun financement particulier n'a été obtenu pour le moment; le dossier immigration est nourri par le budget de fonctionnement pour l'instant (DEO et RHDCC). Bien que des efforts seront déployés pour appuyer les immigrants actuels dans leurs efforts (entrepreneuriat et jumelage surtout, déjà dans son mandat général), le CDÉA voit l'immigration économique comme la raison d'être principale de cette nouvelle fonction (identification des besoins des entreprises et recrutement de nouveaux immigrants qualifiés).
Saskatchewan	<ul style="list-style-type: none"> • En Saskatchewan, tous les services en matière d'immigration sont orientés par le Réseau provincial en immigration, réseau constitué de tous les organismes concernés. L'ACF (http://www.fransaskois.sk.ca) offre le service de secrétariat et de coordination au RPI et offre aussi des services de formation et de soutien pour l'intégration au marché de l'emploi à travers Action Emploi Saskatchewan (http://www.guichetunique.ca – anciennement appelé le Guichet unique), un service dont les sources de financement sont principalement la province (Enseignement supérieur, Emploi et Travail), RHDCC et CIC. • Action emploi offre un appui dans la recherche d'emploi (CV, présentation, préparation à l'entrevue) et tient une banque de données de postes disponibles et d'employeurs potentiels. Il s'adresse à toutes les clientèles (immigrants, jeunes, minorités visibles, autochtones, etc.) et est présent dans 4 communautés (Regina, Saskatoon, Ponteix, Bellevue). • Pour les 15-30 ans, incluant les nouveaux arrivants, l'ACF a mis sur pied le centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME), un programme de formation intensive appuyé par Service Canada (RHDCC) et offert à Regina et Saskatoon : (30 heures semaine, payées au salaire minimum, pour un maximum de 12 semaines). Une soixantaine de modules sont offerts, allant de l'orientation de base aux possibilités de carrière à des stages pratiques en entreprises. Le projet Regina est appuyé en partie par CIC. • Action emploi fait du recrutement à l'extérieur pour des employeurs (missions à l'Île Maurice et au Vietnam par exemple, en partenariat avec la Direction de l'immigration de la province). Aussi, suite à des foires de l'emploi dans l'Est du pays, les résultats sont probants; par exemple, 40 % des CV reçus provenaient d'immigrants, suite à une foire d'emploi à Montréal (pour pourvoir à quelque 50 postes en Saskatchewan). • L'ACF organise chaque année une foire des carrières. • L'ACF échange des informations et des statistiques sur le marché de l'emploi avec Emploi-Avenir de la Saskatchewan (province). • Selon l'ACF, le Conseil de la coopération de la Saskatchewan (CCS - http://www.ccs-sk.ca) a initié un Projet d'intégration économique des immigrants francophones. Selon la description qu'en fait le site Web du CCS, le but du projet n'est pas d'attirer des immigrants investisseurs, mais plutôt

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>de servir la population immigrante. Les objectifs du projet sont : Créer un environnement qui facilitera l'intégration économique des immigrants francophones; mettre sur pied des activités qui offrent aux immigrants des occasions de réseautage; établir un réseau de professionnels et d'entrepreneurs francophones en Saskatchewan afin que celui-ci puisse bénéficier des connaissances et des expertises offertes par les immigrants; initier ou accompagner certains immigrants dans le domaine des affaires. Des exemples d'activités : organisation de sept foires d'emploi à Regina et à Saskatoon, ateliers sur les composantes d'un plan d'affaires et sur le modèle coopératif, appui et conseils dans le domaine des affaires à un groupe d'immigrants qui souhaiteraient mettre en œuvre des projets, rencontres de sensibilisation et de jumelage entre employeurs et nouveaux arrivants, en collaboration avec des organismes partenaires (Saskatoon : Communauté des Africains Francophones de Saskatoon, Action emploi Saskatoon, Saskatoon Open Door Society) (Regina : Regina Open Door Society, Regina & District Chamber of Commerce, Regina Immigrant Women Centre, Association canadienne-française de Regina). Le CCS organise aussi des camps Jeunes entrepreneurs, auxquels participent notamment des nouveaux arrivants.</p>
Manitoba	<ul style="list-style-type: none"> • Selon nos recherches, l'Accueil francophone (http://www.accueilfrancophonemb.com), une initiative de la Société franco-manitobaine (SFM) mise sur pied en décembre 2003, facilite l'établissement des nouveaux arrivants francophones au Manitoba. • L'Accueil francophone accueille les nouveaux arrivants francophones; aide dans les démarches d'établissement dans la communauté; informe et facilite l'accès aux services et aux programmes dans la communauté; sensibilise la communauté d'accueil à s'impliquer dans l'accompagnement des nouveaux arrivants. Le site Web de l'organisme ne fait pas mention de services d'intégration économique offerts directement par l'Accueil francophone. • Les services d'employabilité de Pluri-elles (http://www.pluri-elles.mb.ca) sont offerts à toute la population, mais offrent un appui particulier aux immigrant(e)s et aux nouveaux arrivants pour guider leur recherche d'emploi. Les services comprennent notamment : counselling de carrière, formation en informatique, révision et correction des documents traduits, tenue d'ateliers sur l'employabilité, le marché du travail, les lois et les normes du travail, les emplois dans la fonction publique, service de placement d'emploi à Pluri-elles, aux étudiants d'université, dans les écoles francophones et dans les écoles d'immersion. Les deux tiers de la clientèle du service d'emploi sont immigrants. Les besoins sont très variés : il faut parfois passer par l'alphabétisation (réfugiés non scolarisés), ou faire des tests sur les compétences essentielles (immigrants économiques). • Les services d'emploi de Pluri-elles sont financés par la province (entente avec RHDCC) et United Way. En plus de consulter les données du gouvernement provincial et les sites d'emploi, l'agente de liaison rencontre plus de 200 employeurs Manitobains dans l'année et a une très bonne connaissance des besoins, qui changent parfois de mois en mois. L'organisme est présent dans toutes les foires d'emploi pour connaître les tendances du marché et réseauter avec les employeurs et les organismes anglophones analogues. • Selon le répondant du CDEM, Premier choix (http://www.premierchoix.org) aussi offre des services en employabilité et fera partie du CDEM le 1^{er} mai.

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>Le rôle de Premier Choix est d'aider les jeunes qui parlent français à se procurer un emploi. L'organisme cherche à jumeler ses clients à des emplois qui correspondent à leurs expériences diversifiées; on y évalue les clients pour mesurer leur employabilité, leurs compétences d'emploi, leurs intérêts reliés au travail et d'autres facteurs pertinents à leur réussite au travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toujours selon le répondant du CDEM, l'Agence nationale et internationale du Manitoba (ANIM - http://www.animcanada.com) a pour but de promouvoir et développer l'économie de la province auprès des marchés francophones canadiens et internationaux. Elle stimule notamment l'attraction de nouveaux investissements et d'immigrants d'affaires francophones pour l'ensemble du Manitoba. • Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM - http://www.cdem.com) offre des services reliés à l'entrepreneuriat. Il a aidé à mettre sur pied la compagnie Ref-Nyota, menée par un réfugié francophone de Winnipeg, par laquelle des réfugiés peuvent offrir leurs services dans divers domaines d'expertise (voir le site de l'entreprise : www.refnyota.com) pour devenir des membres productifs de la communauté. • Le CDEM offre notamment de la formation en démarrage d'entreprise et en exportation (environ 140 participants, dont 50 % d'immigrants), un camp d'été en entrepreneuriat (75 jeunes, dont un grand nombre d'immigrants), de la formation en technologies de l'information. Il travaille en synergie avec d'autres organismes, chacun jouant son rôle aux différentes étapes et auprès des diverses clientèles. Il œuvre aussi au recrutement d'immigrants francophones, en collaboration avec l'ANIM. Le financement du CDEM provient de DEO, de CIC, de la province (Secrétariat aux affaires francophones, Manitoba Opportunities Fund); la rubrique immigration nécessite 1,5 poste à temps plein. • Le programme en immigration du CDEM vise les entrepreneurs immigrants qui s'installent pour ouvrir une entreprise. Ils doivent arriver avec un projet d'entreprise. Les 76 entrepreneurs recrutés depuis 2003 venaient majoritairement de l'Afrique – Nord, Sénégal, Côte d'Ivoire (environ 45 entreprises) et les autres de France, Belgique, Angleterre. La majorité sont établis en milieu urbain (environ 65 %), mais les investissements sont plus élevés en milieu rural. Une ferme d'un million peut créer une vingtaine de petites entreprises en ville. Sur 7,5 millions en rural, environ 3,5 millions sont des fermes. Les autres sont des entreprises (dépanneurs, magasins, restaurants, consultation, informatique, boutiques, magasins, services professionnels). • Le CDEM aide les entrepreneurs à accéder aux programmes de subvention réguliers, mais ces programmes jouent un rôle modeste dans l'ensemble du programme du CDEM : 42 100 \$ en subventions sur 10 420 850 \$ d'investissement total. Les services rendus sont un bon aiguillage vers les institutions financières avec un bon plan d'affaires. Il n'y a pas de programmes du gouvernement pour les entrepreneurs. Il y a un cours Business Start (http://www.gov.mb.ca/business/starttofinish/index.html/?/). Lorsque les gens ont fait le cours de 3 jours avec un certificat, ils vont à une institution financière et le gouvernement garantit 30 000 \$ du prêt, mais l'entrepreneur doit fournir 40 % du projet. Sur un projet de 100 000 \$ comme exemple, l'entrepreneur a 40 000 \$ et fait un emprunt de 60 000 \$ dont 30 000 \$ sont garantis par la province. Le CDEM offre le cours en français. Environ 40 immigrants par année participent à cette formation. On offre

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>d'autres formations, par exemple import-export, gestion du temps. http://www.gov.mb.ca/business/starttofinish/index.fr.html</p> <ul style="list-style-type: none"> Le responsable du dossier immigration au CDEM donne un cours d'entrepreneuriat au Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB), à l'École technique et professionnelle. Il a 42 élèves africains et 8 Canadiens. Les gens paient pour avoir un certificat scolaire canadien. Il estime qu'environ 30 % à 40 % de ces étudiants restent au Canada.
Ontario - province	<ul style="list-style-type: none"> La Bonne affaire, une opération provinciale de sensibilisation et d'intégration économique de RDÉE Ontario (http://rdee-ont.ca), permettra aux entreprises en grand besoin de personnel de dépister de nouveaux talents et aux nouveaux arrivants de se trouver un emploi ou de s'en créer un en se lançant en affaires. RDÉE Ontario appuie déjà le développement des groupes (organismes, coopératives), mais c'est la première fois qu'il appuie directement des individus dans leurs démarches d'emploi ou d'entrepreneuriat. L'opération permettra à terme d'informer plus de 1 000 nouveaux arrivants des réalités du marché du travail ontarien, de les former et de les préparer à répondre aux exigences des employeurs. Du même coup, des efforts seront déployés auprès des employeurs pour les sensibiliser aux avantages d'embaucher un nouvel arrivant et les appuyer aussi bien dans le recrutement que l'intégration en milieu de travail. Et au sein de la cohorte de nouveaux arrivants, les entrepreneurs potentiels seront identifiés et ces derniers appuyés dans l'élaboration d'un plan d'affaires en vue de lancer leur propre entreprise. Tous bénéficieront d'un accompagnement professionnel s'échelonnant sur une période de trois mois. L'opération <i>La bonne affaire</i> cible les nouveaux arrivants francophones. Elle sera menée de front par une équipe de professionnels comptant une gestionnaire et six agents de développement spécialement formés en matière de sensibilisation et d'intégration économique. Les six agents auront pour mission d'identifier, d'informer, de former et d'accompagner les nouveaux arrivants souhaitant se lancer en affaires dans leur région respective : l'Est ontarien (1), le Nord ontarien (1) et le Centre Sud-Ouest (4). La première phase de l'opération, financée par CIC (PEAI) est d'une durée d'un an (jusqu'en avril 2011); on doit aider à la préparation de 35 plans d'affaires (en plus d'un accompagnement dans le processus de création d'entreprise – aspects juridiques, financement, comptabilité, etc.) et accompagner 125 clients dans leur démarche d'emploi. Un aspect très important du projet sera de documenter toutes les activités et de quantifier la demande réelle et les services offerts. Déjà, la demande semble dépasser largement la capacité de l'offre, ce qui pourrait créer des attentes auxquelles le projet n'est pas en mesure de répondre. Inversement, le fait de constater l'écart important entre demande et offre de services pourrait apporter des arguments pour l'expansion de l'opération. On ne considère pas l'opération comme un projet pilote, mais comme un projet démonstrateur, un modèle qui pourrait être repris partout au pays. Les agents sont présentement à pied d'œuvre pour rencontrer les partenaires dans les régions (centres d'emploi, pas seulement francophones, institutions postsecondaires, réseaux communautaires et d'affaires, groupes des minorités et leurs lieux de culte. On prévoit un cheminement personnalisé pour chacun des clients, mais il est possible que l'on offre certains ateliers en groupe si un besoin particulier est partagé par plusieurs.

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>On s'appuiera beaucoup sur les ressources externes (par exemple sites internet de conseils, démarches, offres d'emploi). On voudra parallèlement faire de la sensibilisation auprès des employeurs anglophones, pour les mettre au parfum de la minorité francophone et immigrante en Ontario, pour les inciter à briser les barrières (accent, cultures) et faire la promotion de la diversité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • RDÉE Ontario compte approcher d'autres bailleurs de fonds pour assurer la pérennité de l'opération (par exemple, des fondations privées, d'autres ministères au fédéral - PCH, MAECI, de même que la Fondation Trillium de l'Ontario).
Ontario - Centre-Sud-ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Le Réseau n'offre pas de services directs, mais fait des activités reliées à l'intégration : foires d'emploi, sensibilisation auprès des employeurs, ateliers de renforcement de la capacité et d'employabilité, partenariat avec des organismes d'aide à l'emploi et avec l'incubateur d'entreprises de l'ACFO London-Sarnia (http://www.acfo-ls.org). Le Réseau est entièrement financé par CIC. • Avec l'appui de CIC, l'incubateur d'entreprise de l'ACFO London-Sarnia (CSO de l'Ontario) a aidé à lancer 14 entreprises durant sa première année et demie d'existence (avril 2007 à novembre 2008). Les types d'entreprises ainsi créées sont variés : restauration, commerce de détail, garages automobiles et agences de placement. Nous n'avons pas de données plus récentes concernant les activités de cet incubateur d'entreprises. • Le Réseau offre aussi du financement ponctuel, par exemple pour des projets de coopératives (souvent en partenariat avec le RDÉE). • Dans le CSO de l'Ontario, plusieurs organismes mènent des activités d'aide à l'emploi : Club 2000 (http://www.club2000niagara.com), Centre francophone de Toronto (http://www.centrefranco.org), ACFO Hamilton (http://www.acfo-hamilton.on.ca). • Le projet Sofifran (Solidarité de femmes francophones immigrantes de la région du Niagara - http://sofifran.blogspot.com), appuyé par le RDÉE comme projet pilote, a pour but d'offrir des opportunités d'emplois aux femmes francophones immigrantes dans la région de Welland et de Toronto. La Fondation Trillium de l'Ontario a approuvé en 2008 une subvention de 160 000 \$, échelonnés sur trois ans, afin d'embaucher un coordonnateur, de faire de la publicité et de couvrir les dépenses de bureau. Un premier volet de la coopérative est un jardin communautaire de légumes exotiques. Deux autres volets suivront : une coopérative de distribution et de mise en marché de ces produits, puis un incubateur d'entreprises fermières pour les immigrants qui voudraient devenir cultivateurs, appuyé par un système de mentorat. • Le Réseau s'efforce d'inventorier le bassin d'emplois francophones, mais considère que celui-ci est limité en comparaison des besoins. L'appui aux chercheurs d'emploi doit donc les outiller pour trouver des emplois qui ne sont pas forcément francophones ou bilingues. L'apprentissage de l'anglais comme langue de travail est donc une priorité dans la région. • Le Réseau travaille aussi à développer un projet concernant l'identification des niches d'emplois par région (ex. : tourisme, viticulture, agriculture) afin de mieux déterminer les besoins en main-d'œuvre et les opportunités pour les chercheurs d'emploi. Ces connaissances pourraient guider la conception et l'offre des ateliers. • Le plan stratégique prévoit de travailler à l'intégration économique, mais tous

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>les outils ne sont pas encore développés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Réseau estime qu'il serait utile de suivre l'évolution de l'intégration économique d'une cohorte d'immigrants. • Le Collège Boréal (http://www.boreal.ca) puise auprès de plusieurs sources de financement et mène plusieurs activités en vue de faciliter l'intégration économique des immigrants francophones. Voici les activités et les ministères qui appuient la réalisation de ces activités : <ul style="list-style-type: none"> ○ Citoyenneté et Immigration Canada : CLIC Anglais langue de travail des niveaux 2 à 7 dans les centres de Windsor, London, Hamilton, Toronto et Niagara; CLNA - Cours de langue de niveaux avancés, 8 à 10 avec composante de stages de travail en entreprise dans les villes de Windsor et London (le Collège se propose d'élargir l'offre de ces programmes - demande à placer en juin 2010); FLAP : Formation linguistique axée sur les professions de santé, offerte à Toronto et Hamilton. ○ Affaires civiques et Immigration (Ontario) : Destination profession, programme de formation en Anglais langue de travail dans le domaine de la gestion et de l'administration pour les professionnels formés à l'étranger; formation en salle de classe avec stage de travail en entreprise. ○ Formation, Collèges et Universités (Ontario) : Connexion emploi et centres de ressources à l'emploi - appui à la recherche d'emploi et placements en milieu de travail
Ontario - Est	<ul style="list-style-type: none"> • Le CESOC (http://www.cesoc.ca) abrite le coordonnateur du Réseau de soutien à l'immigration francophone de l'Est de l'Ontario. Il n'est pas un pourvoyeur de services et propose plutôt de communiquer avec certains membres du Réseau, dont il a fourni la liste. • La Cité collégiale (http://www.lacitec.on.ca) a remis une recension de programmes conçus pour les nouveaux arrivants et de programmes auxquels participent des nouveaux arrivants. Voir le tableau suivant.
Nouveau-Brunswick	<ul style="list-style-type: none"> • Selon la SANB (http://www.sanb.ca), le Nouveau-Brunswick accuse un certain retard face à d'autres provinces quant à la mise en œuvre de sa stratégie d'immigration. La SANB œuvre pour l'instant davantage au niveau de la communication et de la sensibilisation. En matière d'intégration économique des immigrants, tout est à construire. • Selon la SANB, deux groupes, le Centre d'accueil et d'intégration des immigrant.e.s du Moncton métropolitain (http://www.caiimm.org) et le Carrefour d'immigration rurale du Nord-Ouest (St-Léonard - http://www.immigrationrurale.ca), offrent des services en matière d'emploi aux immigrants et d'autres organismes pourraient bientôt voir le jour. Les sites Web des deux organismes ne présentent pas le détail de l'offre de services en matière d'emploi. Le Conseil économique du Nouveau-Brunswick (http://www.cenb.com) est l'organisme phare en matière d'employabilité et de développement d'entreprises. Aucune information concernant d'éventuels services pour les nouveaux arrivants n'est disponible sur le site Web du CENB. Le Secrétariat de la croissance démographique du Nouveau-Brunswick a adopté une stratégie provinciale bilingue pour le recrutement des immigrants, dont les efforts doivent respecter l'équilibre actuel (d'ici deux ans). La part de l'immigration francophone se limite à 2,2 % présentement. • Selon nos recherches, le Secrétariat à la croissance démographique, par le biais de son programme d'aide à l'établissement, finance un projet en

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>partenariat avec l'Université de Moncton (http://www.umoncton.ca). Les objectifs du projet Destination emploi pour étudiants internationaux sont les suivants : favoriser l'intégration au marché du travail des étudiants internationaux de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick qui sont admissibles aux programmes de permis de travail de Citoyenneté et Immigration Canada (pendant les études et après l'obtention du diplôme); offrir un encadrement supplémentaire aux étudiants internationaux pendant leur programme d'études ainsi qu'un appui à leur intégration sociale au sein de la collectivité; promouvoir et sensibiliser les petites et moyennes entreprises néo-brunswickoises à l'embauche d'étudiants internationaux pour leur permettre d'avoir une main-d'œuvre qualifiée et une perspective plus internationale; faire connaître aux étudiants en voie d'obtenir leur diplôme et qui désirent demeurer au Nouveau-Brunswick les modalités d'accès à l'immigration permanente dans la province ainsi que les avantages qui y sont rattachés; promouvoir les possibilités d'emploi et de permis de travail (pendant les études et après l'obtention du diplôme) au niveau international.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Afin d'atteindre ces objectifs, au cours de l'exercice financier 2008-2009, ce projet a permis : 548 rencontres individuelles avec les étudiants internationaux pour discuter de sujets relatifs à l'emploi; la tenue de six ateliers sur l'employabilité auxquels ont participé 132 étudiants internationaux; l'enseignement de la langue anglaise comme langue seconde à 32 étudiants internationaux; l'organisation de deux nouvelles foires d'emplois afin de favoriser la création de liens entre les étudiants internationaux et les employeurs du Nouveau-Brunswick; la création d'un feuillet à l'intention des employeurs leur expliquant la procédure à suivre pour embaucher des étudiants internationaux et énumérant les avantages qui s'y rattachent.
Île-du-Prince-Édouard	<ul style="list-style-type: none"> • La Coopérative d'intégration francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (CIFÎPÉ - http://www.immigrationevangeline.org) fournit des programmes et des services qui aident les immigrants à s'établir et à s'impliquer à l'ÎPÉ. Elle offre des services tels que de l'orientation, de la formation linguistique, de l'intégration sociale, des conseils, des services liés à l'emploi et des références vers les ressources communautaires. Elle fait de la sensibilisation auprès des employeurs. L'organisme est financé par CIC et par le Secrétariat à la croissance démographique de la province. • Selon la coordonnatrice du Réseau de soutien à l'immigration francophone, l'Association d'aide aux nouveaux arrivants au Canada de l'ÎPÉ (http://www.peienc.com) a un Programme d'établissement des francophones dont le but est de s'assurer que les immigrants et réfugiés francophones puissent avoir accès à tous ses programmes et services à l'établissement dans les deux langues officielles ainsi que de leur fournir nos services d'éducation multiculturelle et d'accès aux écoles et communautés francophones/acadiennes. L'Association est un organisme anglophone; toutefois, il emploie des agents francophones, dont une agente en matière d'établissement francophone. Le Programme dirige les clients francophones vers les services adéquats en français et/ou agira en tant qu'interprète ou agent de liaison pour les différents programmes. L'association a aussi un Service d'aide à l'emploi pour les immigrants, financé par Service Canada. Enfin, le site Web (mais pas l'ensemble des documents) est disponible depuis peu en français, mais aussi en espagnol, en arabe, en mandarin et en coréen. • La CIFÎPÉ travaille en partenariat avec le RDÉE de l'Île-du-Prince-Édouard

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>(http://www.rdeeipe.ca); leurs efforts sont axés davantage sur une stratégie d'immigration économique. Le RDÉE travaille en partenariat avec les entrepreneurs, les organismes communautaires et les employeurs potentiels. Le RDÉE Île-du-Prince-Édouard a élaboré une stratégie d'immigration économique francophone 2010-2015. La demande a été soumise à CIC et est en attente de réponse.</p>
Nouvelle Écosse	<ul style="list-style-type: none"> • Selon le coordonnateur du Réseau, des partenariats avec les organismes d'accueil de la majorité anglophone permettent de référer systématiquement les nouveaux arrivants francophones en Nouvelle-Écosse : Immigrant Settlement & Integration Services (ISIS - http://www.isisns.ca) et les YMCA (http://www.ymca.ca) réfèrent ces gens à la FANE (http://www.fane.ns.ca), qui les prend en charge. Cette fonction est appuyée par l'Office de l'immigration de la Nouvelle-Écosse (à travers l'entente relative au marché du travail) et par CIC (PEAI). ISIS offre du mentorat professionnel, des ateliers d'introduction aux affaires et des conseils, mais nous n'avons trouvé aucune indication sur le site Web (en anglais seulement) que ces services sont offerts en français. La FANE prévoit offrir ces services à partir de mai 2010. • Selon le coordonnateur, Direction emploi (http://www.directionemploi.ca) est l'unique service d'aide à la recherche d'emploi pour Acadiens, francophones et francophiles de la municipalité régionale de Halifax. L'organisme s'efforce de bâtir des ponts entre les chercheurs d'emploi et les employeurs qui sont à la recherche d'une main-d'œuvre française. Grâce à son service de soutien dans la création d'outils pour la recherche d'emploi et son service de réseautage, il permet aux membres de la communauté francophone de faire leur recherche d'emploi dans leur langue. Il s'agit d'une initiative conjointe du Conseil communautaire du Grand-Havre (http://www.centrecommunautaire.com) et de l'Université Sainte-Anne, campus Halifax (http://www.usainteanne.ca), avec l'appui du RDÉE (http://www.cdene.ns.ca) et l'aide financière de Service Canada. • Le Projet de l'Université Sainte-Anne, campus de Halifax, Formation et emplois pour immigrants francophones, comporte deux volets : la formation proprement dite (d'une durée de 20 semaines cette année), puis l'insertion (stages en entreprise suivis d'une embauche, d'une durée de 12 semaines). Le projet est financé par l'Office de l'immigration de la Nouvelle-Écosse (agence financée largement par le fédéral en vertu d'une entente sur le marché du travail). Les candidats doivent être nés à l'extérieur du pays et être citoyens, résidents permanents ou réfugiés, non admissibles à l'assurance-emploi, et sans emploi ou sous-employés. C'est la 2^e phase du projet qui vient de finir le 31 mars 2010. Le projet a débuté par une phase pilote avec 10 participants, pour tester le modèle et pour tester la capacité de l'Université à livrer ce type de projet. Une nouvelle demande (phase 3) a été placée pour la prochaine année (l'OINE lance un appel d'offres public 2 fois année à tous les organismes intéressés à travailler sur le plan de l'immigration). Le projet emploie l'équivalent d'une personne à temps plein (0,75 coordonnatrice, 0,25 directeur du campus et 0,05 appui administratif). Dans le cadre du projet pilote, 2 des 6 personnes ayant terminé sont encore en emploi, et dans la phase 2, 5 personnes sur 7 ayant terminé ont un travail rémunéré. • Les ateliers offerts sont : Anglais langue seconde pour le marché du travail, Informatique, Le CV, Lettres de présentation, Le marché du travail canadien, Communication et culture, Un emploi dans la fonction publique, Français au

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>travail, Stratégies de recherche d'emploi, Droit au travail, Préparation à l'entrevue, Formation Sécurité au travail et manutention des produits dangereux. Une chose intéressante à noter est que le projet permet aux participants d'ajuster la liste des ateliers selon les besoins du groupe. De la même façon que le projet aussi, s'il constate qu'un groupe de participants a besoin d'approfondir ses connaissances dans d'autres domaines, modifiera la liste des ateliers en conséquence. Par exemple, dans certains cas, des ateliers sur la croissance personnelle et la connaissance de soi pourraient être appropriés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • On veut bien sûr donner aux participants une trousse d'outils dès maintenant, mais aussi suivre leur progression dans le marché du travail et réussir à les retenir dans la communauté francophone. • Présentement, aucun organisme francophone n'est accrédité pour offrir des cours de langue dans le cadre du CLIC. Une demande a été placée par l'Université Sainte-Anne pour pouvoir offrir ces cours en milieu francophone et ainsi, améliorer le taux de rétention des immigrants dans la sphère francophone. • Selon le coordonnateur du Réseau, un agent d'immigration économique entrera en poste en mai au Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse. Le projet d'immigration économique du CDÉNÉ est conçu en vue d'atteindre deux objectifs principaux : mettre en évidence les entreprises acadiennes et francophones ayant besoin de travailleurs qualifiés et mettre en évidence les opportunités d'affaires pour les immigrants entrepreneurs : démarrage d'entreprise, achat d'une entreprise existante ou investissements. Le CDÉNÉ propose un <i>guide à l'intention des immigrants désireux de lancer une entreprise en Nouvelle-Écosse</i>, préparé par Entreprises Canada Nouvelle-Écosse. Ce guide explique la culture des affaires en Nouvelle-Écosse et le processus de création d'une entreprise dans la province. Le CDÉNÉ collige des données sur les besoins en main-d'œuvre, mais l'essentiel des données est colligé par la province (Labor and Workforce Development).
Terre-Neuve-et-Labrador	<ul style="list-style-type: none"> • Selon le coordonnateur du Réseau à la FFTNL (http://www.francotnl.ca), l'Association des nouveaux Canadiens (http://www.anc-nf.cc), agence de services aux immigrants bien établie depuis 1979, offre des services exhaustifs d'établissement, d'intégration et d'orientation professionnelle ainsi que des cours d'anglais langue seconde pour aider les nouveaux arrivants à s'intégrer dans la province. Le site Web de l'Association (en anglais seulement) ne fait pas mention de services en français ou destinés à une clientèle francophone. La FFTNL a publié un Guide pour les nouveaux arrivants (2008-2009), adapté du Guide de l'ANC, avec la collaboration du RDÉE provincial. • Le RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador (http://www.rdeetnl.ca) appuie la FFTNL dans ses efforts de recrutement d'immigrants francophones. • Il s'agit d'efforts ponctuels. Depuis 2006-2007, les recherches ont démontré des besoins dans 2 secteurs : l'éducation et la santé. Un immigrant a été recruté en 2007 dans le cadre de Destination Canada. Des besoins ont aussi été identifiés dans les secteurs des métiers et de l'hôtellerie. La FFTNL a développé un partenariat avec Hospitality of Newfoundland and Labrador (l'Association de l'industrie du tourisme - http://www.hnl.ca) afin de développer l'accès à des travailleurs de l'extérieur, bilingues, mais temporaires. Six postes types ont été identifiés (serveur, chef, entretien

Province/territoire	Informations recueillies
	<p>ménager, etc.) et 200 candidatures ont été reçues (Programme de mobilité des jeunes Canada-France, maintenant <i>Expérience Internationale Canada</i>). La FFTNL concentre ses efforts sur la région de Nantes. Dans le cas des métiers, le dossier est moins avancé; il y a davantage d'obstacles à surmonter (équivalences, obtention de cartes de compétence), mais des discussions ont lieu entre la province (Human Resources, Labour and Employment) et CIC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La FFTNL a reçu du financement pour la première fois en janvier 2010 pour 15 mois (fin mars 2011), de CIC (80 %) et de la province (20 %).
Yukon	<p>Lors de nos démarches téléphoniques en mai 2010, nous avons pu obtenir les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Carrefour d'immigration Crossroad Yukon (CICY, un secteur de l'Association franco-yukonnaise - http://www.afy.yk.ca) fournit des programmes et des services qui aident les immigrants à s'établir et à s'intégrer au Yukon. Il offre des services tels que de l'orientation, de la traduction, de l'interprétation, de la formation linguistique, de l'intégration sociale, des services liés à l'emploi et des références vers les ressources communautaires. Suite à un accord récent avec CIC (PEAI), les efforts pour développer l'immigration francophone au Yukon sont encore embryonnaires. Le CICY participe à Destination Canada (financé par le gouvernement territorial) pour recruter des immigrants et souhaite aussi développer le nombre de personnes participant à des programmes vacances-travail, comme moyen d'attirer de nouveaux immigrants. • Le CICY offre des cours de base et intermédiaires en anglais et a un partenariat avec le Collège du Yukon (http://www.yukoncollege.yk.ca) pour les cours avancés (CIC, programme CLIC). La formation et l'aide à l'emploi sont offertes par l'Association franco-yukonnaise à travers le Service d'orientation et formation des adultes (SOFA). Les autres secteurs de l'AFY (culture notamment) sont mis à contribution (organisation de journées interculturelles par exemple). • Le RDÉE Yukon (http://www.rdee-yukon.ca) œuvre au niveau du soutien à l'entreprise, notamment auprès des immigrants. • Un organisme anglophone, Employment Central (http://www.employmentyukon.ca), offre aussi des services en emploi et le Yukon College a des activités de formation en milieu de travail, dont des cours de langue. • Le gouvernement du Yukon évalue les besoins en main-d'œuvre (Labour Market Framework). Le programme de candidats du Yukon a été mis sur pied en 2006 et commence à peine à être connu. • Le CICY veut développer une formation pour les employeurs : comment réagir aux sollicitations à distance, car il arrive parfois que des candidats intéressés fassent des démarches qui demeurent sans réponse, malgré des besoins exprimés par les employeurs. <p>Nous avons pu constater en visitant le site Web de l'Association franco-yukonnaise en septembre 2010 le secteur immigration ne reçoit plus de financement. La mention suivante est affichée sur le site Web :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Depuis 2005, l'Association franco-yukonnaise (AFY) était financée par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) pour offrir des programmes et des services pour aider les immigrants éligibles à s'établir et à s'intégrer au Yukon. À partir du 1er juillet 2010, ces programmes et services ne seront plus offerts par l'AFY. Pour toute question en lien avec l'immigration,

Province/territoire	Informations recueillies
Territoires du Nord-Ouest	<p>communiquiez avec le bureau de CIC à Whitehorse.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selon la coordonnatrice du dossier à la Fédération Franco-Ténoise (http://franco-nord.com), le dossier immigration est en branle depuis septembre 2009 seulement. Le financement provient de CIC (PEAI); il n'y a pas de Réseau comme tel pour le moment, mais une rencontre est prévue pour septembre 2010. • Le partenaire principal côté économique est le CDÉTNO (http://www.cdetno.com), qui participe à Destination Canada (recrutement d'immigrants économiques), offre des formations sur l'entrevue d'embauche, organise des rencontres de speed-dating entre entreprises et chercheurs d'emploi. • Une douzaine d'immigrants se sont établis au cours de la dernière année. • Le Centre d'accueil francophone Immigration TNO fait l'évaluation des besoins, offre aussi des sessions de formation (par exemple, des ateliers sur les normes du travail) et un suivi particulier avec les immigrants (culture du Nord, notamment). • Il n'y a pas de travail systématique sur les besoins en main-d'œuvre, mais on connaît la situation des divers secteurs de l'économie (par exemple, le secteur minier a beaucoup souffert de la récession, mais est en bonne voie de reprise). On sait qu'il y a pénurie dans certaines professions, mais il est difficile d'affirmer qu'il y a pénurie de travailleurs francophones ailleurs que dans les domaines de la santé et de l'éducation.
À l'échelle canadienne	<ul style="list-style-type: none"> • Avec l'appui financier de Citoyenneté et Immigration Canada, RDÉE Canada (http://www.rdee.ca) et le Forum Francophone des Affaires (http://www.ffa-i.org), en partenariat avec le Pôle emploi international Paris ont procédé au lancement de la Banque d'offres d'emploi authentifiées. Cette banque virtuelle permet de mettre en relation directement les offres d'emploi authentifiées du RDÉE Canada provenant des employeurs des provinces et territoires (hors Québec) avec les demandes d'emploi des candidats francophones qualifiés du Pôle emploi international, qui jumèleront les besoins des uns et des autres. Le RDÉE a exploré les besoins en main-d'œuvre de plus de 12 000 entreprises, dans le cadre de son projet pilote à Toronto, Calgary et Vancouver. Nous ne connaissons pas le taux de réponse et les résultats obtenus dans le cadre de cette démarche.

Le tableau suivant présente les programmes offerts par la Cité Collégiale. Dans sa réponse, la Cité Collégiale n'a pas donné le détail de la provenance du financement pour tous les programmes.

Programmes de La Cité collégiale		
Programme	Description	Clientèle cible
Services aux nouveaux arrivants		
PCIEI Projet collégial visant à favoriser l'intégration et l'emploi des immigrants	Gratuit - PCIEI offre des services d'aide à l'orientation et à l'intégration des étudiants et des futurs étudiants du collège qui sont des nouveaux arrivants.	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel arrivant au Canada depuis moins de 7 ans
CLIC (CIC) Cours de langues pour immigrants au Canada	Gratuit - Cours de français langue seconde offerts aux nouveaux arrivants et immigrants qui veulent s'intégrer en français au Canada.	<ul style="list-style-type: none"> • Réfugié au sens de la Convention de Genève ou résident permanent • Âgé de plus de 17 ans • Résident de l'Ontario
CLNA (CIC) Cours de langue de niveau avancé	Gratuit - CLNA permet aux nouveaux arrivants de mettre à niveau leurs compétences essentielles afin d'intégrer le marché du travail canadien.	<ul style="list-style-type: none"> • Réfugié au sens de la Convention de Genève ou résident permanent • Résident de l'Ontario • Détenteur d'un numéro d'assurance sociale ou un permis de travail valide
FLAP (construction) (CIC) Formation linguistique axée sur les professions professionnelles	Gratuit - FLAP en construction permet aux nouveaux arrivants formés à l'étranger de parfaire leurs connaissances linguistiques du domaine de la construction canadienne afin d'accéder à un programme de formation d'apprentissage au collège.	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel arrivant au Canada depuis moins de 7 ans • Expérience à l'étranger dans le domaine de la construction
FLAP (santé) (CIC)	Gratuit - FLAP en santé permet aux nouveaux arrivants formés à l'étranger de parfaire leurs connaissances linguistiques du domaine de la santé canadienne afin d'accéder à un programme de formation d'apprentissage au collège.	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel arrivant au Canada depuis moins de 7 ans • Expérience à l'étranger dans le domaine de la santé
FLAP (Garde éducative à l'enfance) (CIC)	Gratuit - FLAP en garde éducative à l'enfance permet aux nouveaux arrivants formés à l'étranger de parfaire leurs connaissances linguistiques du domaine canadien de la garde éducative à l'enfance afin d'accéder à un programme de formation postsecondaire au collège.	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel arrivant au Canada depuis moins de 7 ans • Expérience à l'étranger dans le domaine de la garde éducative à l'enfance
FLAP (Entrepreneuriat) (CIC)	Gratuit - FLAP en entrepreneuriat permet aux nouveaux arrivants formés à l'étranger de parfaire leurs connaissances linguistiques du domaine canadien de l'entrepreneuriat afin d'accéder à un programme de formation postsecondaire au collège.	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel arrivant au Canada depuis moins de 7 ans • Expérience à l'étranger dans le domaine de l'entrepreneuriat

Programmes de La Cité collégiale		
Programme	Description	Clientèle cible
PAMCI Programme d'Accès aux métiers de la construction pour les immigrants (CIC)	Gratuit - Programme relais visant à aider les personnes formées à l'étranger dans des métiers de la construction à intégrer un programme d'apprentissage des métiers et/ou trouver un emploi dans le domaine de la construction.	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel arrivant au Canada depuis moins de 7 ans • À l'emploi ou à la recherche d'emploi dans le domaine de la construction
PRATIC Programme d'Accès aux technologies de l'information et des communications	Gratuit - l'objectif du projet est de développer et mettre en place une démarche d'évaluation et de formation personnalisée afin de faciliter l'accès aux technologies de l'information et des communications pour les personnes formées à l'étranger.	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel arrivant adulte au Canada depuis moins de 7 ans • À l'emploi ou à la recherche d'emploi dans le domaine des TI
Enseignement et services		
Arrimage Emploi	Gratuit - Ce projet vise à augmenter le taux de placement en emploi du nouvel arrivant formé à l'étranger qui termine un parcours de formation à l'emploi. La Cité collégiale offre un appui à la préparation à l'emploi et la recherche d'emploi spécifiquement développé pour les nouveaux arrivants.	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvel arrivant dans sa dernière année d'études au collège • Être résident de l'Ontario • Être détenteur d'un diplôme de formation acquis à l'étranger • Posséder un minimum de 6 mois d'expérience valables en emploi • Avoir un permis de travail valide
Préparation à l'emploi pour les femmes victimes de violence	Gratuit - Programme d'aide aux femmes victimes de violence familiale ou susceptibles d'en être victimes. Ce programme permet à ces femmes de débiter un programme de formation gratuitement à La Cité collégiale.	<ul style="list-style-type: none"> • Statut de citoyenne canadienne, résidente permanente ou réfugiée protégée au sens de la convention. • Résidente de l'Ontario
Connexion emploi	Gratuit - Service d'appui afin de permettre aux jeunes et aux adultes d'intégrer le monde du travail et aider les employeurs de la région à trouver de nouveaux employés.	<ul style="list-style-type: none"> • Clientèle de 16 ans et plus en situation de recherche d'emploi ou de cheminement de carrière. • Employeurs à la recherche de nouveaux employés
Étudiants internationaux	Offre l'opportunité à des étudiants en provenance de l'étranger de suivre un programme d'études postsecondaires.	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir un visa d'études valide •
Deuxième carrière	Gratuit - Vise à former les travailleurs ontariens récemment mis à pied à accéder à un nouvel emploi dans des secteurs en pleine croissance. Ce programme permet l'accès aux études postsecondaires (campus d'Ottawa et d'Hawkesbury)	<ul style="list-style-type: none"> • Travailleurs récemment mis à pied et éligibles selon les critères du programme Deuxième carrière

Programmes de La Cité collégiale		
Programme	Description	Clientèle cible
FBO – Formation de base de l'Ontario	Subventions - Offre un enseignement de niveau secondaire à une clientèle adulte en la préparant à poursuivre des études collégiales ou à intégrer le marché du travail.	<ul style="list-style-type: none"> • Clientèle adulte n'ayant pas terminé ses études secondaires • Résidents de l'Ontario
Compétences à la carte - Nouveau!	Gratuit - permet à l'adulte francophone de faire rapidement le bilan de ses compétences et aptitudes afin d'opter pour des mesures de mise à niveau précises lui permettant d'accéder rapidement au marché du travail, d'effectuer un retour aux études ou de se diriger vers un service lui offrant la possibilité d'acquérir un ensemble de connaissances.	<ul style="list-style-type: none"> • adulte francophone qui n'est présentement pas en emploi ou qui est sur le point d'être mis à pied
Formation en entreprise - Volet de la Formation linguistique		
Formation linguistique Français et anglais langue seconde	Formation personnalisée de français langue seconde et anglais langue seconde pour les personnes qui se préparent à l'Évaluation langues secondes (ELS) du gouvernement fédéral et qui veulent atteindre leurs niveaux BBB, CBC, CCC.	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du personnel du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, du gouvernement municipal ou d'entreprises privées
French for Federal Government Employees	Cours de français langue seconde de fin de journée offerts aux employés du gouvernement fédéral qui veulent atteindre leurs niveaux BBB, CBC, CCC.	<ul style="list-style-type: none"> • Membres ou prochains membres du personnel du gouvernement fédéral
Formation en entreprise - Volet du Développement des compétences		
FEE- Formation en entreprise	Ateliers de formation sur mesure adaptés aux besoins des entreprises et des gouvernements. Domaines : Gestion, Leadership, Service à la clientèle, Compétences essentielles, Informatique. (Campus d'Ottawa et Campus de Hawkesbury)	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement fédéral • Entreprise privée
ATI – Aide au travail indépendant de l'Ontario	Formation et appui aux personnes qui désirent lancer leur entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> • Bénéficiaire de l'assurance emploi • Résident de l'Ontario
Performance PME	Soutien les PME en systématisant les interventions, les outils et les pratiques en compétences essentielles, notamment pour les compétences de communication verbale, de travail d'équipe, de capacité de raisonnement et d'informatique en vue de les rendre plus productives.	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprises de la région de l'est de l'Ontario
Towes	Test de validation des compétences essentielles pour l'emploi ou la formation.	<ul style="list-style-type: none"> • Employeur et employés

4. CONSTATS

Nous rappelons qu'il s'agit d'une étude exploratoire et que la recension des initiatives par le biais d'entrevues permet de dresser un portrait fidèle, mais incomplet de situation. Un premier constat se dégage : les informations demandées exigent une recherche parfois détaillée chez les répondants. Par exemple, il faut consulter les accords de contribution pour retrouver les programmes et les sommes. Pour obtenir un portrait complet à l'avenir, il faudra prévoir que les répondants puissent investir un certain nombre d'heures pour préparer les informations recherchées.

4.1. Constats généraux

Les constats généraux qui se dégagent de la recherche sont les suivants.

- Nous n'avons pas recensé de stratégie globale visant l'intégration économique des immigrants francophones en milieu minoritaire. Quels seraient des éléments d'une stratégie globale? Il faudrait identifier les cibles (par exemple, le nombre d'immigrants à intégrer sur le plan provincial), les compétences (ce que les immigrants ont à offrir) et les demandes du marché, puis élaborer des stratégies qui lient l'offre à la demande. Une telle stratégie devrait également prévoir tout élément préparatoire pour accéder au marché de l'emploi et aussi les éléments préparatoires pour se lancer en affaires.
- Nous n'avons pas recensé de programmes gouvernementaux spécifiques d'intégration économique pour les immigrants francophones en milieu minoritaire. Les répondants nous indiquent qu'ils utilisent les programmes existants, notamment ceux de CIC et de RHDCC et parfois ceux que leur province offre en vertu d'une entente avec RHDCC, pour appuyer les immigrants francophones dans leur parcours. Les répondants n'ont pas mentionné directement de partenariats interministériels. Par contre, certains répondants indiquaient qu'ils reçoivent du financement de plusieurs sources et qu'ils offrent différents services aux immigrants grâce à ces différentes sources.
- Les coordonnateurs de réseaux provinciaux et régionaux sont bien informés des services offerts et nous réfèrent aux organismes spécialisés en immigration ou en emploi, de même qu'aux organismes à vocation économique.
- Tous les types d'intervenants sont en mesure de mentionner les autres organismes intéressés par le dossier de l'intégration économique des immigrants francophones dans leur région. Dans la plupart des régions, la description des rôles que font les uns et les autres semble indiquer un partage clair des rôles.
- On observe une polarisation dans les priorités en matière d'intégration économique des immigrants. Dans les régions qui sont des pôles d'attraction naturels d'immigration (par exemple l'Ontario), l'accent est mis sur l'aide aux personnes établies afin qu'elles participent à la vie économique. Dans les autres régions, on parle de recrutement d'immigrants économiques en plus de l'aide aux personnes déjà établies.
- Des membres du réseau des RDÉE ont récemment déployé ou s'affairent à mettre en place des initiatives en immigration qui visent l'appui à l'entrepreneuriat pour les immigrants et le recrutement d'immigrants économiques.
- On observe, en ce qui concerne les immigrants déjà établis, que les services spécifiquement destinés aux immigrants se situent davantage au début du continuum que nous avons développé, soit l'information, la formation et le soutien aux personnes. Les données préliminaires ne permettent pas d'établir une valeur quantitative à cette observation. Peu de répondants ont pu élaborer les activités mises en œuvre, par

exemple pour l'appui et le maintien en emploi, pour l'appui aux employeurs et pour l'appui à l'entreprise. Par contre, les collèges œuvrent dans ces champs. Il serait intéressant d'approfondir cette dimension de la recherche avec les collègues dans une future étude.

- Les services qui sont reliés à l'entrepreneuriat existent, mais ils ne sont généralement pas conçus spécifiquement à l'intention des immigrants francophones. Plutôt, on prend les services existants et on les adapte.
- Généralement, les services d'employabilité sont largement financés par les provinces en vertu d'une entente avec RHDCC. Il y a des programmes pour les gens admissibles à l'assurance-emploi et d'autres programmes pour les gens non admissibles à l'assurance-emploi. Aucun répondant n'a abordé la question d'admissibilité des immigrants francophones aux programmes. Cet enjeu devrait être approfondi dans une étude subséquente. La question de recherche pourrait être la suivante : « Y a-t-il des enjeux d'admissibilité à quelque programme que ce soit qui soient spécifiques aux immigrants francophones en milieu minoritaire? »

4.2. Pratiques exemplaires

Nous avons pu identifier des pratiques exemplaires par le biais des entrevues et de nos recherches complémentaires. Nous avons retenu quelques pratiques qui connaissent du succès ou qui pourraient être implantées ailleurs. En voici quelques exemples.

- En Saskatchewan, tous les services en matière d'immigration sont orientés par le Réseau provincial en immigration, réseau constitué de tous les organismes concernés. L'ACF offre le service de secrétariat et de coordination au RPI et offre aussi des services de formation et de soutien pour l'intégration au marché de l'emploi à travers Action Emploi Saskatchewan (anciennement appelé le Guichet unique), un service dont les sources de financement sont principalement la province (Enseignement supérieur, Emploi et Travail), RHDCC et CIC. Ce projet nous paraît exemplaire en raison de son rayonnement et du nombre de personnes placées sur le marché du travail.
- Le Projet de l'Université Sainte-Anne, campus de Halifax, Formation et emplois pour immigrants francophones, comporte deux volets : la formation proprement dite (d'une durée de 20 semaines cette année), puis l'insertion (stages en entreprise suivis d'une embauche, d'une durée de 12 semaines). Le projet permet aux participants d'ajuster la liste des ateliers selon les besoins du groupe et, inversement, les responsables du projet, s'ils constatent qu'un groupe de participants a besoin d'approfondir ses connaissances dans d'autres domaines, modifieront la liste des ateliers en conséquence. Ce projet nous paraît exemplaire en raison de sa souplesse et de son adaptation aux besoins des immigrants.
- Le projet Sofifran (Solidarité de femmes francophones immigrantes de la région du Niagara) a pour but d'offrir des opportunités d'emplois aux femmes francophones immigrantes dans la région de Welland et de Toronto. La Fondation Trillium de l'Ontario a approuvé en 2008 une subvention de 160 000 \$, échelonnés sur trois ans, afin d'embaucher un coordonnateur, de faire de la publicité et de couvrir les dépenses de bureau. Un premier volet de la coopérative est un jardin communautaire de légumes exotiques. Deux autres volets suivront : une coopérative de distribution et de mise en marché de ces produits, puis un incubateur d'entreprises fermières pour les immigrants qui voudraient devenir cultivateurs, appuyé par un système de mentorat. Ce projet nous

- paraît exemplaire en raison de sa percée dans le domaine de l'entrepreneuriat, un complément nécessaire aux services d'employabilité.
- Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba offre des services reliés à l'entrepreneuriat. Il a appuyé la compagnie Ref-Nyota, menée par un réfugié francophone de Winnipeg, par laquelle des réfugiés peuvent offrir leurs services dans divers domaines d'expertise (voir le site de l'entreprise : **www.refnyota.com**) pour devenir des membres productifs de la communauté. Ce projet nous paraît exemplaire puisqu'il appuie le développement de l'entreprise pour les réfugiés, une clientèle qui connaît de grands défis au niveau de l'intégration sur le plan économique.
 - Les services d'employabilité de Pluri-elles sont offerts à toute la population, mais offrent un appui particulier aux immigrant(e)s et aux nouveaux arrivants pour guider leur recherche d'emploi. Les services comprennent notamment : counselling de carrière, formation en informatique, révision et correction des documents traduits, tenue d'ateliers sur l'employabilité, le marché du travail, les lois et les normes du travail, les emplois dans la fonction publique, service de placement d'emploi à Pluri-elles, aux étudiants d'université, dans les écoles francophones et dans les écoles d'immersion. Les deux tiers de la clientèle du service d'emploi sont immigrants. Les besoins sont très variés : il faut parfois passer par l'alphabétisation (réfugiés non scolarisés), ou faire des tests sur les compétences essentielles (immigrants économiques). Les services d'emploi de Pluri-elles sont financés par la province (entente avec RHDCC) et United Way. Ce projet nous paraît exemplaire puisqu'il combine un appui aux immigrants sur un continuum élargi de services, de l'alphabétisation jusqu'au placement sur le marché du travail.
 - En Ontario, La Bonne affaire, une opération provinciale de sensibilisation et d'intégration économique de RDÉE Ontario, permettra aux entreprises en grand besoin de personnel de dépister de nouveaux talents et aux nouveaux arrivants de se trouver un emploi ou de s'en créer un en se lançant en affaires. L'opération permettra à terme d'informer plus de 1 000 nouveaux arrivants des réalités du marché du travail ontarien, de les former et de les préparer à répondre aux exigences des employeurs. Du même coup, des efforts seront déployés auprès des employeurs pour les sensibiliser aux avantages d'embaucher un nouvel arrivant et les appuyer aussi bien dans le recrutement que l'intégration en milieu de travail. Et au sein de la cohorte de nouveaux arrivants, les entrepreneurs potentiels seront identifiés et ces derniers appuyés dans l'élaboration d'un plan d'affaires en vue de lancer leur propre entreprise. La première phase de l'opération, financée par CIC (PEAI), est d'une durée d'un an (jusqu'en avril 2011); on doit aider à la préparation de 35 plans d'affaires (en plus d'un accompagnement dans le processus de création d'entreprise) et accompagner 125 clients dans leur démarche d'emploi. Ce projet nous paraît exemplaire parce qu'il cible à la fois l'entrepreneuriat et l'intégration en emploi.

5. PISTES DE SUIVIS

Ce tour d'horizon nous permet de suggérer 4 pistes de suivis.

5.1. Une approche globale adaptée à chaque province et territoire et un rôle accru pour les réseaux locaux de soutien à l'immigration

La composition de l'immigration et les besoins particuliers des immigrants, de même que les besoins du marché, varient grandement selon les provinces et territoires et dans certains cas,

selon les régions à l'intérieur d'une même province. D'autre part, la composition des réseaux francophones et des réseaux en matière d'immigration varie en nature et en complexité. Pour ces raisons, nous estimons qu'il est souhaitable que toute stratégie d'intégration économique des immigrants francophones dans les CSFM soit adaptée aux réalités de chacune des régions.

Nous avons souligné que la plupart des initiatives recensées se retrouvent surtout dans les premières étapes du continuum de services. Nous n'avons pas eu d'informations assez détaillées pour savoir s'il existe une panoplie de services dans les trois dernières étapes. Dans chaque province et territoire, la stratégie doit permettre de combler progressivement les besoins sur l'ensemble du continuum de services et préciser les arrimages nécessaires entre chaque intervenant.

Les réseaux locaux de soutien à l'immigration francophone devront également viser à coordonner l'arrimage des efforts et des programmes de tous les ordres de gouvernement et des organismes et groupes communautaires. Les coordonnateurs, dans leur rôle de soutien aux réseaux locaux, devront amener autour de la table l'ensemble des acteurs pertinents en matière d'intégration économique : les RDÉE et les autres organismes à vocation économique, les entreprises ou organismes d'économie sociale, les organismes de formation et d'appui à l'emploi, les employeurs publics et parapublics, les employeurs anglophones, etc. Les réseaux de soutien sont particulièrement bien positionnés pour effectuer ce travail de coordination. Ces réseaux ne devraient pas être vus comme un compétiteur pour des fonds. Nous avons noté que certains réseaux ont pu à l'occasion organiser une activité d'intégration économique, par mesure d'exception, telle une foire de l'emploi par exemple. La FCFA et les réseaux devraient engager un dialogue afin de préciser leur rôle à cet égard.

Il faudra mettre de l'avant les besoins particuliers et les défis de l'intégration économique des immigrants francophones, qui sont de nature et d'un ordre de grandeur différents que pour les anglophones, surtout pour des raisons linguistiques et d'accès aux services. De plus, la grande majorité des immigrants francophones font face à des défis de culture politique, économique et sociale, n'ayant pas vécu sous des institutions d'inspiration britannique (le Commonwealth).

Avec la dévolution des responsabilités du gouvernement fédéral aux provinces et territoires, il sera nécessaire de s'assurer que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux mettent de l'avant des stratégies adaptées pour répondre aux besoins des immigrants francophones dans les CSFM. Les répondants n'ont pas spontanément donné des exemples d'une telle stratégie concertée. Cela ne nous permet pas de conclure qu'il n'en existe pas. Il faudra approfondir cette question pour déterminer s'il y a eu de telles initiatives. Déjà, il semble évident qu'il faudra dépasser la formulation de clauses linguistiques dans les diverses ententes. Le plan stratégique pour favoriser l'immigration francophone au sein des communautés francophones en situation minoritaire (page 14) recommande comme choix stratégique l'élaboration d'une politique canadienne en matière d'immigration d'expression française. Un élément essentiel d'une telle politique serait l'arrimage des initiatives fédérales, provinciales et territoriales dans le domaine économique.

Des répondants, notamment de la Colombie-Britannique, rapportent que suite à la dévolution des responsabilités du fédéral vers les provinces et territoires, il y a un risque que l'insertion économique des immigrants francophones ne soit pas traitée avec la même importance par certaines provinces comparativement au traitement accordé par le fédéral, qui doit répondre à des exigences législatives. Notamment, la *Loi sur les langues officielles* comporte des

exigences en matière d'adoption de mesures positives qui appuient l'épanouissement des communautés. La dévolution oblige-t-elle les provinces et territoires à adopter les mêmes exigences législatives? Sinon, le dossier de l'immigration pourrait recevoir une attention proportionnelle au poids démographique actuel des francophones dans une province donnée ou dans un territoire donné, sans plus, et les francophones seraient donc désavantagés. L'arrimage des stratégies demandera donc des discussions approfondies entre le gouvernement fédéral, les provinces et territoires et les communautés francophones.

Les stratégies visant à offrir des services complets d'accueil et d'établissement commencent à porter fruit après 3 et 4 ans d'efforts. En initiant le même type d'effort concerté sur le terrain de l'insertion économique, on peut s'attendre à ce que des résultats probants prennent aussi plusieurs années à se manifester.

5.2. Un soutien à l'emploi et à l'entrepreneuriat fait sur mesure pour les immigrants

Dans les régions qui sont des pôles naturels d'immigration, l'accent est mis sur l'aide aux personnes établies afin qu'elles participent à la vie économique. Dans les autres régions, on parle essentiellement de recrutement d'immigrants économiques et dans certains endroits, en Saskatchewan par exemple, on remarque que des efforts sont déployés sur les deux fronts. On observe, en ce qui concerne les immigrants déjà établis, que les quelques services spécifiquement destinés aux immigrants se situent davantage au début du continuum que nous avons développé. La plupart des services d'employabilité sont destinés à tous les francophones. Les immigrants profitent d'une pleine accessibilité, au même titre que tous les autres francophones. Les programmes de CIC sont bien sûr créés pour les immigrants, mais nous n'avons pas repéré de programmes d'autres ministères créés pour cette clientèle spécifique. Les immigrants francophones jouissent d'une attention particulière parce que les prestataires de services francophones adaptent leurs approches pour mieux les servir. Des recherches supplémentaires permettraient de déterminer si l'adaptation des programmes existants suffit, ou s'il ne faudrait pas plutôt créer des programmes économiques qui viseraient spécifiquement les immigrants francophones.

Nous avons repéré un projet dont une composante s'apparente à un incubateur d'entreprises destiné expressément aux immigrants (La Bonne affaire, RDÉE Ontario). D'après les informations que nous avons pu obtenir, nous croyons que ce projet a un bon potentiel à titre de modèle répliquable. RDÉE Ontario compte documenter et quantifier tous les aspects de ce projet; il sera intéressant d'en suivre l'évolution et de voir comment il peut inspirer des initiatives semblables dans d'autres contextes économiques. Le RDÉE devra travailler de près avec les réseaux de soutien locaux qui peuvent amener autour de la même table les intervenants pouvant agir dans le dossier.

5.3. Préparer le terrain chez les employeurs

Plusieurs personnes ont souligné au passage des activités de sensibilisation des employeurs. Le nombre limité d'entrevues ne nous permet pas de déterminer si des efforts concertés ont cours dans toutes les provinces et dans tous les territoires. En considérant la contribution des collèges seulement, il y aurait vraisemblablement plus d'efforts déployés sur ce front que ce qu'il est possible de relever à première vue. Il sera important d'intégrer aux stratégies une composante de travail de proximité (outreach) pour expliquer aux employeurs les avantages économiques et stratégiques de la diversité et de l'embauche d'immigrants. Une expérience

intéressante est le projet Embauche immigrants Ottawa (<http://www.hireimmigrantsottawa.ca>). Ce projet s'est déroulé surtout en anglais et n'a donc pas fait l'objet de la recension de projets francophones. Ce projet a généré beaucoup de recherches et d'informations sur le marché du travail. Le projet suit de près les employeurs partenaires et les membres des groupes partenaires – finances, santé, secteur public, technologie de l'information et la technologie de la biodiversité. Selon les responsables, le projet a placé environ 800 personnes sur le marché du travail depuis le mois de mai 2007.

5.4. Compréhension des dynamiques du marché sur le terrain et l'effet sur les immigrants francophones

Les données du recensement permettent de voir l'évolution de la situation économique globale des immigrants francophones, mais ne permettent pas d'établir des liens entre les initiatives menées par les organismes francophones et la situation économique des immigrants. Selon certains répondants, il serait intéressant et fort utile de mettre sur pied des études longitudinales qui permettraient de voir l'évolution de la situation de membres d'une cohorte d'immigrants dans différentes provinces et différents territoires, afin de voir non seulement comment évolue la situation globale, mais aussi comment les immigrants eux-mêmes évoluent dans l'économie canadienne et quels sont les défis rencontrés.

6. CONCLUSION

Comme nous l'avons souligné, nous avons mené une étude exploratoire en utilisant notamment les informations qu'ont pu nous communiquer un certain nombre d'intervenants. L'étude permet de conclure que déjà, les communautés francophones mettent en œuvre une série d'activités à caractère économique pour les immigrants francophones. L'étude permet aussi de conclure qu'il sera nécessaire de dépasser le caractère exploratoire de la recherche.

Pour aller au-delà de l'étude exploratoire, il faudrait d'abord mieux connaître les sources de financement qui permettent la réalisation des activités en cours. Il faudrait aussi élargir la définition de l'intégration économique pour inclure l'effet économique de différentes sphères d'activité, dont l'éducation et la santé, à titre d'exemples. Il faudrait communiquer avec les responsables du développement économique des gouvernements provinciaux et territoriaux et faire une analyse systémique de leurs programmes et de leurs investissements en matière d'intégration économique et l'effet de ces programmes sur les immigrants francophones. Une telle recherche systémique permettrait d'identifier les écarts entre les programmes et conduirait à des recommandations d'approches pouvant mieux répondre aux besoins des immigrants francophones et des communautés.